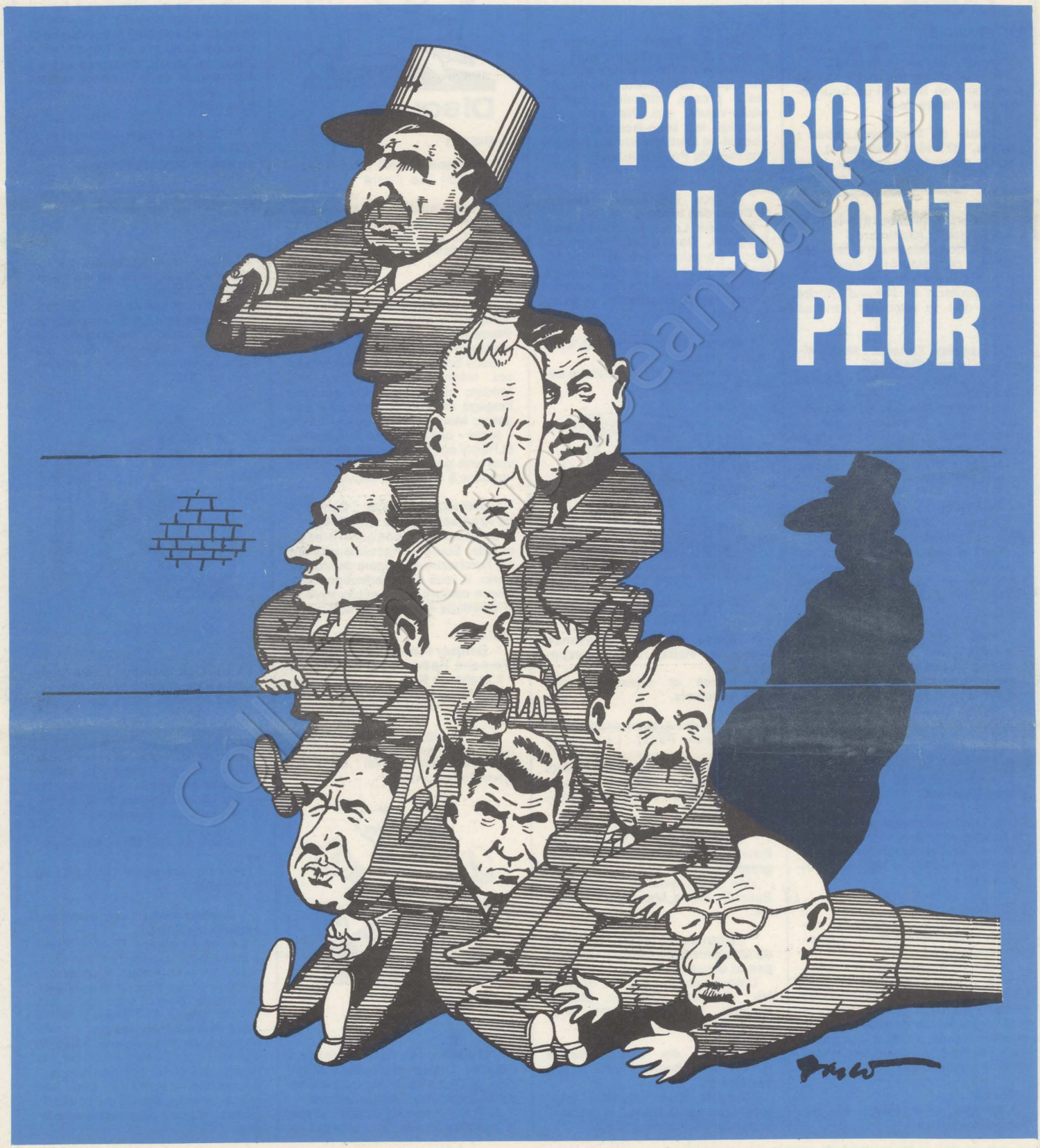
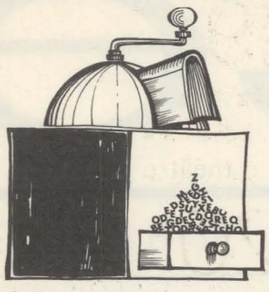
L'unité

N° 47 - 2 F 50 Hebdomadaire socialiste 12-18 janvier 1973



Au risque de vous plaire



Livres

LITTERATURE

*** Hemingway : Ernest Hemingway reporter (Gallimard).**

Onze articles extraits du « Kansas City Star » où le talent du futur romancier affleure déjà.

*** Henry de Toulouse-Lautrec : Lettres, 1871-1901 (Gallimard).**

Une correspondance qui, plus que l'intimité, révèle les préoccupations professionnelles du peintre.

*** Robert Faurisson : A-t-on lu Lautréamont ? (Gallimard).**

Et si Isidore Ducasse (l'auteur des « Chants de Maldoror ») n'avait été qu'un plaisantin en quête de canular ? Faurisson le prétend. André Breton doit se retourner dans sa tombe...

*** Françoise Xenakis : Moi, j'aime pas la mer (Balland).**

*** Françoise Xenakis : Ecoute (Gallimard).**

Le premier livre est une mauvaise caricature de l'humour frelaté de certains essais manqués de Daninos. Le second est un cri passionné et ample contre la guerre et ses mœurs barbares.

AVENTURES

*** Henri Charrière : Banco (Robert Laffont).**

Avant et après le bagne : qui fut Papillon. La fin d'une légende : Charrière ne fut jamais Villon ni Genêt, mais seulement un malchanceux.

*** Paul Dellapina : Cambrioles (Fayard).**

Un ex-truand converti aux pantoufles et au chauffage central, et qui tire la morale de la société pompidolienne : « La vie offre des tas d'autres moyens que le hold-up pour arriver à se faire une bonne place au soleil ».

*** Jean-Louis Brau : Le singe appliqué (Grasset).**

Après l'Indochine, l'Algérie, le Biafra et les bistrots attrape-nigauds de Saint-Germain-des-Prés, la lucidité naît et l'auteur affirme que le socialisme, « c'est le bonheur tout bêtement. »

ECOLOGIE

*** Alan Watts : Matière à réflexion (Denoël-Gonthier, collection Médiations).**

Un Américain dénonce la « pollution des modes » ; exemple : le pain blanc et les vêtements militaires de certains jeunes. Il va plus loin, pestant contre les dangers de la surpopulation et de l'armée nucléaire. Mais pourquoi verse-t-il finalement dans le mysticisme ?

REVUES

*** Langue française, n° 16 (Larousse éditeur).**

Pour les idéologues et les théoriciens : une parution entièrement consacrée à la notion de « norme ».

*** Obliques, n° 2 (chez Roger Borderie, B.p. n° 1, Les Pilles, 26110 - Nyons).**

Une toute jeune revue consacrée au théâtre et à la littérature. La deuxième livraison est surtout constituée d'un énorme dossier Jean Genêt. Avec des textes de Piranèse, Giacometti, Barthes, Dort et les travaux du séminaire de Louvain.

POLITIQUE

*** Gabriel Enkiri : Hachette la pieuvre (Editions Gît-le-Cœur).**

Analyse du fonctionnement d'un trust qui a des activités tentaculaires : presse, diffusion, édition, audio-visuel, etc. Ne sont pas oubliées les sous-jacences politiques et les relations étroites avec les hommes du Pouvoir actuel.

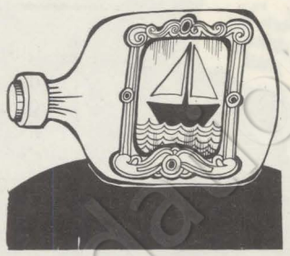
ENFANTS

*** Monica Lutz : Les clowns (L'Ecole des loisirs).**

Monsieur Loyal, le clown blanc, l'auguste, Dario, Zozo, Angelico, Pipo, Pantalon, Freddy, Presto, Medrano et Charly : autant de noms qui deviendront ceux de compagnons fidèles et plaisants (à partir de 5 ans).

*** Arnold Lobel : Isabelle (L'Ecole des loisirs).**

Les aventures d'une pouliche espiègle (à partir de 5 ans).



Expositions

*** Galerie Verrière (15, avenue Matignon - Paris) : Art contemporain.**

Peintures et tapisseries des maîtres actuels.

*** Musée des Arts décoratifs (107, rue de Rivoli - Paris) : Le paysage urbain.**

Deux thèmes : les changements de la banlieue parisienne depuis 1900, en photos ; l'évolution du mobilier urbain.

*** Galerie Suzanne Visat (6, rue Bourbon-le-Château - Paris) : Sérigraphies.**

Une cinquantaine d'œuvres : Bellmer, Ernst, Man Ray, Tanguy, etc.

*** Peintres graveurs (159 bis, Bd du Montparnasse - Paris) : Estampes et dessins.**

Uniquement des œuvres originales : Bonnard, Cézanne, Maillol, Rouault, Toulouse-Lautrec, Vlaminck, etc.

*** Musée de l'Ile-de-France (Château de Sceaux) : La région parisienne.**

L'histoire d'un périmètre géographique par le dessin, la gravure, la peinture et les maquettes.

*** Musée de Laval (Mayenne) : Peintures naïves.**

Dans sa ville natale, le douanier Rousseau est roi incontesté. Mais d'autres peintres naïfs, français et étrangers, le côtoient.



Disques

VARIETES

*** Monique Morelli chante François Villon (Le Chant du Monde 74496).**

Un poète médiéval au son de l'accordéon : on pense à Carco et à Mac Orlan. La voix de Monique Morelli colle parfaitement à cette atmosphère.

CLASSIQUES

*** Pierre Schaeffer et Pierre Henry : Symphonie pour un seul homme ; Pierre Henry : Concerto des ambiguïtés (Philips 6510 012).**

Sons bruts organisés, désorganisés, inventés, recréés, déformés, fondus, superposés. Ce nouveau langage musical commence à être perçu. Mais en 1950, quand furent « écrits » ces morceaux ? Schaeffer et Henry ont, en tout cas, réussi depuis une gageure : rendre l'oreille humaine à son « état sauvage ».

*** Alexandre Lagoya : Concerto de Aranjuez (Philips 6500 454).**

Un des plus grands guitaristes du monde. Soutenu merveilleusement par l'orchestre de l'Opéra de Monte-Carlo. Il joue à la perfection cette œuvre célèbre où le pittoresque et le classique se vivifient l'un l'autre.

ENFANTS

*** Bonjour ! maman Kangourou (Fernand Nathan 1522 ; collection « L'arche de Noé »).**

Des chansons sur le monde animal pour l'univers enfantin (A partir de 4 ans).

Dans la même collection : Bonjour ! mon ami Crocodile ; Bonjour ! Monsieur Cheval ; Bonjour ! Madame la Tortue.



Théâtre

PARIS

*** Théâtre de l'Est parisien : « Martin Luther et Thomas Munzer » de Dieter Forte, mise en scène de Jo Tréhard et Michel Dubois.**

Jo Tréhard vient de mourir... avant la première de son spectacle qui va encore faire la preuve de l'importance de ce metteur en scène : pionnier de la décentralisation théâtrale, il fut aussi la première victime du « gaullisme culturel » quand fut supprimé le T.m.c. (Théâtre-maison de la Culture de Caen).

BANLIEUE

*** Théâtre des Amandiers (Nanterre) : « Mère Courage » de Brecht, mise en scène d'Antoine Vitez.**

Vitez a sa manière bien à lui : il fuit le théâtre figuratif. Il a remis en images et re-situé historiquement pendant la guerre de Trente Ans la pièce de Brecht, déformée par les événements de la Seconde Guerre mondiale dans la version du Berliner Ensemble.

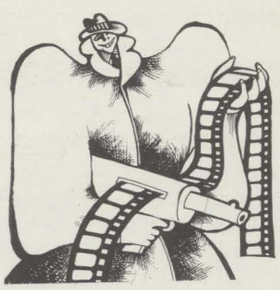
*** Théâtre Romain-Rolland (Villejuif) : « Paroles » . Mouloudji met en scène Jacques Prévert.**

Poésie et émotion ; rappels à l'ordre, cris d'alarme et tendre espérance : tous les tons de Prévert.

PROVINCE

*** T.n.p. de Villeurbanne : « Toller » de Dorst, mise en scène de Patrice Chéreau.**

Le premier spectacle de Chéreau pour le nouveau T.n.p. Une pièce qui raconte comment une poignée d'intellectuels fonda et vécut une République des soviets en Allemagne, en 1919.



Cinéma

*** Damiano Damiani : Nous sommes tous en liberté provisoire.**

Voir en page 16 de ce numéro.

*** Volker Schloendorff : Feu de paille.**

Par le cinéaste allemand des « Désarrois de l'élève Toerless », une œuvre originale — et pessimiste — sur l'émancipation de la femme. A partir de jeudi prochain.

*** Claude Jutra : Mon oncle Antoine.**

Voir le précédent numéro de « l'Unité ».

*** Gordon Parks : Les nouveaux exploits de Shaft.**

La même équipe Gordon Parks (réalisation) - Ernest Tydiman (scénario) - Isaac Hayes (musique) - Richard Roundtree (interprétation de Shaft) donne une suite aux « Nuits rouges de Harlem ». Nettement moins bonne, malgré le spectaculaire de la poursuite finale du « privé » noir. Reste l'inimitable : le regard des Noirs sur l'Amérique à travers une histoire où, pour une fois, ce sont les Blancs qui sont ridicules face à un Robin des bois harlémite.

Sommaire

4
Elections : L'initiative reste à gauche

6
Majorité : En revenant de la revue
Un petit, tout petit bagage

8
Parti socialiste : Réponses aux téléspectateurs

10
A contre-pied
De sang froid

11
La vie immédiate : L'image d'Israël, par Pierre Bourgeade

12
Etranger : La duperie du voyage moscovite
Etats-Unis : Qui est le plus fou ?

13
Société : Le blanc file un mauvais coton

14
Avortement : La loi scélérate
Au beurre noir

15
Pollution : Le thon est-il toujours bon ?

16
Cinéma : Un bourgeois derrière les barreaux
Petite musique en bleu

17
L'œil en coin : La caméra explore les lambris
Télé-sélection

18
Littérature : Vivre l'Histoire
Notes de lecture

19
Théâtre : Le pari du Tex Pop
Le théâtre du silence

20
Document : Portrait d'une université

23
Mots croisés

24
Opinion : Le tricheur, par Gilles Martinet

PHOTOS ET DESSINS
Jean-Pierre Coureuil (pages 2, 13), Andre Perlstein (pages 5, 6), Sabadel (pages 8, 12), Teich (pages 10), Vasco (pages 1, 7, 11, 14, 17).

Courrier

Le premier travail

« Abonné à « l'Unité » depuis sa naissance, je tiens à dire que cet « hebdomadaire socialiste » m'a apporté beaucoup. Il m'a permis, en particulier, de suivre pratiquement au jour le jour le développement de la situation au Chili et ce grâce à des articles clairs, précis, documentés. Quelques articles sur l'Espagne, sur la triste situation des trois millions d'émigrés en France ont aussi particulièrement attiré mon attention. Et quel régal de lire presque chaque semaine « Ma part de vérité » de François Mitterrand !

Un problème sérieux me préoccupe ; comment se fait-il que nous n'ayons pas encore dépassé le cap des 10 000 abonnés ? Un Parti socialiste heureusement renouvelé, rajeuni, dynamique, qui atteint les 100 000 adhérents se doit d'aider au développement de la presse socialiste.

L'information et la formation des militants ne passerait-elle plus par la presse de leur parti ? La première forme de militantisme ne consiste-t-elle pas à lire la presse socialiste, afin d'y puiser les informations et les arguments nécessaires, indispensables à la diffusion de nos idées ? Le premier travail d'un responsable, à tous les niveaux, n'est-il pas de donner l'exemple, donc de s'abonner d'abord et ensuite d'inciter le maximum de militants à le faire ?

Que les militants se persuadent de ces évidences et un pas de plus vers la victoire sera fait ! » (Georges Colomer, 93 - Noisy-le-Grand).

Lettre à Bourgeade

« J'ai été surpris par ta chronique du n° 42 de « l'Unité » car, lecteur assidu de ce journal depuis sa création, je me suis trouvé pour l'essentiel d'accord avec la teneur des articles qui y paraissent.

Il me semble déceler en effet une contradiction entre ta juste diatribe contre la peine de mort — même si elle est appliquée à un assassin notoire — et ta proclamation, parmi les « droits élémentaires », du droit à l'avortement libre qui est, biologiquement parlant, une peine de mort appliquée à un embryon innocent. Il me paraît essentiel de faire la nuance entre le droit à l'avortement et le droit des couples — et essentiellement des femmes — à disposer librement de leur fécondité par une information véritable et par la gratuité des moyens contraceptifs médicalement agréés.

Il va de soi qu'il faut s'opposer à toute condamnation de l'avortement comme expression d'une justice de classe, mais, de grâce, que l'on parle d'une tolérance et non d'un droit acquis. Peut-être d'ailleurs le ton volontairement polémique de ton article t'a-t-il empêché d'introduire cette distinction.

Je suis certes catholique, mais je ne voudrais pas introduire ici l'aspect religieux du problème — l'Eglise aurait mieux à faire en portant son intransigeance contre les fauteurs de guerre. Il s'agit plus simplement, comme tu le dis toi-même, d'un aspect de la « conscience morale des hommes et des femmes d'aujourd'hui ». (M. Duflot, Valenciennes).

Le sexe en pâture

« Un des nombreux sujets de la campagne électorale traite souvent et largement de l'émancipation féminine. Je déplore que le Parti socialiste n'insiste que sur le problème de l'avortement. Bien que le sujet soit grave, sinon nouveau, les femmes en auront bientôt assez que des hommes leur jettent sans arrêt leur sexe en pâture, sous prétexte de les libérer de leur maternité comme d'une tare. Il serait plus positif que nos porte-parole offrent en exemple ce que pas mal de femmes, en plus de leurs soucis liés à la naissance, ont prouvé dans leur vie professionnelle.

Les femmes feront preuve de plus de sincérité et de rigueur si les hommes et surtout les socialistes leur donnent plus souvent la parole et les responsabilités qui leur sont dues. Quand les partis politiques voudront bien se départir de leur « estime affectueuse » et s'adresser à elles comme à des adultes, alors l'égalité des sexes sera effective, créatrice, et bien des problèmes réglés, dont celui de la contraception. » (Mme M. Descorne, 33 - Monségur).

L'initiative reste à gauche

Ainsi, Georges Pompidou ne veut pas dire ce qu'il ferait dans l'hypothèse où la gauche l'emporterait en mars prochain. C'est son droit. Mais si la question lui a été posée mardi à l'Elysée, c'est parce que lui-même l'avait soulevée — et de quelle manière — lors de sa précédente conférence de presse, le 21 septembre dernier, en proclamant que, toujours dans l'hypothèse où nous nous plaçons, il n'appellerait « ni X, ni Y », ce que tout le monde avait facilement traduit par « ni Mitterrand, ni Marchais ».

C'est à partir de là qu'un vaste débat s'est institué dans le pays depuis plus de trois mois, ces déclarations présidentielles ayant suscité de légitimes inquiétudes chez tous ceux — et ils ne se situent pas qu'à gauche — qui considèrent que le respect du suffrage universel est l'un des fondements de la démocratie.

Désormais, Georges Pompidou préfère esquiver la question et se faire accusateur, notamment contre François Mitterrand. Mais l'agressivité de ses propos n'empêche pas qu'il renverse les rôles. La gauche admet parfaitement, si elle acquiert la majorité, de gouverner avec Pompidou. C'est celui-ci qui prétend lui refuser d'accéder au pouvoir où l'auraient porté les suffrages des Français.

Au reste, ce que le président de la République s'est efforcé cette fois de ne pas dire, le secrétaire général de l'U.d.r. l'a avoué assez clairement quelques heures plus tard sur les antennes de R.t.l. : la seule élection qui compte, a-t-il dit en substance, c'est l'élection présidentielle. Autrement dit, le peuple est souverain mais une fois tous les sept ans et entre-temps il lui est interdit de changer d'avis sous peine de provoquer le désordre et le chaos. Pauvre raisonnement mais suprême espoir d'hommes qui sentent leur échapper le pouvoir qu'ils détiennent sans partage depuis bientôt quinze ans.

Pauvre argument aussi dans la bouche de Pompidou que celui qui consiste à affirmer que la réunion, ce week-end à Paris, des leaders de l'Internationale socialiste, hôtes du Parti socialiste, est une intrusion dans la politique intérieure française. La digne réaction du Premier ministre suédois Olof Palme à cette déclaration suffit à faire justice de telles accusations dont la faiblesse essentielle est de reposer sur une série de contre-vérités quant à la signification de ce type de réunions. On peut comprendre que Pompidou soit ignorant des traditions du mouvement socialiste international, qu'il ait quelque peine à concevoir que des chefs de gouvernement socialistes ou sociaux-démocrates se considèrent aussi, et d'abord, comme des militants. Il n'empêche que c'est lui, par la brutalité et la grossièreté de sa réaction — « ces messieurs-dames », a-t-il dit en parlant des cinq Premiers ministres qui seront samedi à Paris — a donné à cette réunion à huis clos une importance qu'elle ne devait pas avoir. Elle n'aura en tout cas pas plus d'incidence sur la politique française que la visite que Pompidou fait à Leonid Brejnev — et nous nous en félicitons — à deux mois également des élections législatives.

CLAUDE ESTIER

Le président-directeur général de l'O.r.t.f., Arthur Conte, affirme que les téléspectateurs se plaignent de l'excès de l'information politique à la télévision. Si c'est vrai, ils ne vont guère être heureux d'ici au 4 mars. Car, cette fois, la campagne est bien partie, au point que l'on peut se demander ce qui restera à dire quand elle s'ouvrira officiellement le 11 février.

Jusqu'ici, la majorité n'avait trouvé qu'un seul terrain d'attaque contre le programme commun de la gauche : l'anticommunisme. Dimanche dernier, elle a solennellement annoncé que ce terrain serait abandonné au profit du débat d'idées. Cela n'a pas duré longtemps. Dès mardi, Georges Pompidou est revenu à l'attaque directe contre François Mitterrand, et Alain Peyrefitte à ses variations sur le lapin et le cobra. Si l'on en juge, d'ailleurs, par le dossier qui a été remis dimanche à Provins aux candidats de la majorité, *(voir, en pages 6 et 7, l'article de Nicolas Brimo)*, ce fameux débat d'idées n'ira pas très loin. Les candidats en question sont surtout chargés d'expliquer que les institutions peuvent normalement fonctionner uniquement si la majorité actuelle l'emporte à nouveau ; que le programme de la gauche, c'est la ruine de l'économie française ; et que, bien entendu, ce programme commun n'est, comme dit Peyrefitte, qu'un décalque du programme du Parti communiste auquel le Parti socialiste a tout cédé.

Jusqu'à présent, pourtant, ces trois arguments n'ont pas convaincu grand monde et ce sont plutôt ceux que leur oppose la gauche qui ont frappé l'opinion.

D'abord, la querelle des institutions. Contrairement à ce que soutient l'U.d.r., la défense de la Constitution de 1958, modifiée en 1962, ne semble pas être la préoccupation dominante des Français. En revanche, beaucoup d'entre eux — et pas seulement à gauche — ont été choqués par l'idée que le président de la République pourrait ne pas tenir compte du verdict des urnes en mars prochain. Cette querelle-là, c'est Pompidou qui l'a ouverte. Et c'est paradoxalement François Mitterrand, bien que n'ayant pas voté cette Constitution, qui invite le président de la République à la respecter lorsqu'il déclare devant la Convention nationale du Parti socialiste : « Nous appliquerons honnêtement la Constitution. Faut-il enlever des pouvoirs au président de la République ? Nous ne le demandons pas. C'est le chef de l'Etat qui, par son attitude, détruit l'idée que les Français se font de cette fonction. La gauche n'entend pas bouleverser les institutions et elle fait confiance au peuple pour juger des réformes qui pourraient être nécessaires. »

Deux points faibles

Pierre Messmer, lui, a relativement peu parlé des institutions. Son rôle était de « démolir » le programme commun. Mais, aussi bien construit qu'ait été son discours de Provins, il péchait par deux points faibles : la dramatisation des perspectives ouvertes par ce programme et l'improvisation du catalogue de promesses qu'il était, malgré tout, nécessaire de lui opposer.

Promesses qui se situent, précise Pompidou, sur la « trajectoire » de l'action de la majorité depuis quinze ans.

Elles en seraient « l'étape suivante ». Le malheur est que l'étape suivante a été définie par cette majorité elle-même dans le VIe Plan qu'elle a voté l'année dernière. Or, dans ce Plan ne figurait pratiquement aucun des objectifs que vient de fixer brusquement le Premier ministre, en particulier au niveau des équipements collectifs : logements, autoroutes, télécommunications, transports, etc. S'il est vrai que tous ces objectifs sont réalisables dans le cadre d'une croissance annuelle de 6 %, sans augmentation des impôts, on peut se demander pourquoi le gouvernement ne les a pas définis plus tôt. C'est la question que Mitterrand a posée lundi matin au micro de France-Inter et à laquelle le Premier ministre s'est bien gardé de répondre lundi soir à Europe 1. On est donc fondé à penser qu'il s'agit d'un discours électoral et à poser la question du financement de ces mesures, étant entendu qu'il est difficile de prendre au sérieux l'affirmation de Messmer selon laquelle la majorité ferait dix fois mieux que la gauche en dépensant dix fois moins.

Quant à la dramatisation au niveau économique, il ne semble pas qu'elle impressionne les Français, ni lorsqu'on leur prédit l'effondrement du franc, ni lorsqu'on leur annonce la mainmise de l'Etat sur les grands secteurs industriels. Le sondage réalisé par la Sofres pour l'émission A armes égales, qui a opposé mercredi soir François Mitterrand à Alexandre Sanguinetti, est à cet égard édifiant. En cas de victoire de la gauche, 22 % seulement des Français pensent que la société serait « changée en mal », 28 % seulement s'attendent à ce que la situation économique et financière de la France soit « moins bonne », 29 % seulement estiment que les nationalisations prévues dans le programme commun auraient « plutôt de mauvais effets ». Enfin, et c'est tout à fait remarquable, 14 % seulement attribuent la fuite des capitaux « à la faute de la gauche, qui présente un programme économique déraisonnable », alors que 55 % l'attribuent « à la faute des spéculateurs, qui n'obéissent qu'à leurs intérêts » et 34 % à « la majorité, qui cherche à créer un mouvement de panique ». Pompidou, Messmer et Peyrefitte ont décidément encore beaucoup à faire pour convaincre les électeurs que la gauche, c'est le diable.

Ils auront aussi beaucoup à faire pour les persuader que le Parti socialiste est un jouet entre les mains du Parti communiste. Ce sujet a déjà été si souvent traité dans ces colonnes que l'on hésite à y revenir. Et d'ailleurs, l'agressivité du président de la République à l'égard du Premier secrétaire du Parti socialiste prouve, mieux que tout commentaire, que c'est celui-ci que le Pouvoir craint au premier chef. Il a misé longtemps sur l'idée que la signature du programme commun allait faire éclater le Parti socialiste. Il n'y a plus guère pour y croire, ou l'espérer, que l'éditorialiste de « l'Aurore » ou le transfuge Emile Muller.

Cohésion et unité

Mais, à chacune de ses manifestations, le Parti socialiste affirme un peu plus encore sa cohésion et son unité. On l'a encore vu dimanche à la Convention nationale, où l'ensemble des responsables départementaux du Parti se sont trouvés unanimes pour approuver l'action des organisations dirigeantes et pour appeler les Français à répondre à la grande espérance qu'a fait naître le programme commun.

La fête de Provins est terminée. Celle de l'Elysée aussi. Mais c'est toujours la gauche qui a l'initiative.

ANTOINE VIOLET



François Mitterrand, Henri Caillavet et Pierre Mauroy à la Convention du P.S.

L'heure de la facture

Faux en écritures : le jour même de la conférence présidentielle, le député de la majorité André Chazalon — élu dans la Loire depuis 1962 au siège abandonné par Antoine Pinay, et rien moins que vice-président du groupe parlementaire P.d.m. — a été inculpé dans l'affaire des fausses factures de Lyon. Pour une bagatelle : une pièce comptable de complaisance d'à peine 22 millions anciens, reçue du ferrailleur Dagant, dit « Casa ». Car Chazalon, quand il ne fait pas de haute politique, se détend avec la gérance de la S.a.r.l. Targe — actionnaire majoritaire : Mme Chazalon, ce qui simplifie les choses.

On se demandait ce que voulait dire son ami Jean Poudevigne, secrétaire général P.d.m., en évoquant mardi les « objectifs clairs correspondants à une certaine conception de la société ». On sait maintenant de quelle société il s'agit : symboliquement parlant, de la S.a.r.l. Targe.

En revenant de la revue

Hasard de la géographie tout court ou de la géographie gaulliste ? Provins, la ville dont Alain Peyrefitte est le maire, est à mi-chemin de Paris et de Colombey. Et c'est là que, dimanche dernier, les délégués de l'U.d.r. se retrouvent. Ce matin-là, le temps reste brumeux et froid. Sur la place du 29e Dragons, il bruine légèrement. Dans la salle Nanteuil, ils sont maintenant quelque 1 200 membres de l'U.d.r. venus par le train de 8 h 15, par cars spéciaux, ou dans leurs propres voitures.

Tout à l'heure, ils entendront quatre ministres et leur secrétaire général. Mais ils ne sont pas venus seulement pour écouter, pour recevoir des consignes, pour applaudir ou pour ovationner. Il y a des circonstances où des hommes, des militants, assistent aussi à un congrès de parti pour y suivre une psychothérapie de groupe, ou pour y retrouver les raisons d'espérer et de se battre. Le vocabulaire de la psychologie supplante parfois celui de la politique.

Après des semaines, des mois de chamailleries, de polémiques à usage interne ou externe, les militants de l'U.d.r. laissaient aller leur espoir, oubliaient leur tempérament de bagarreurs, cultivaient la morosité. Il était temps de se ressaisir, de démontrer sa cohérence ou du moins d'en exhiber l'apparence. La réunion de Provins devait en être l'occasion nécessaire et obligatoire, à moins de deux mois des élections législatives.

Devant une immense photo du général de Gaulle et une autre de Georges Pompidou — pour la première fois de même taille, le fait a son importance — le ban et l'arrière-ban des dirigeants gaullistes s'installent. Il n'en manque aucun : même pas Jacques Foccart. Là-bas, au coin de la table, il y a Jean de Préaumont, inconnu du grand public, mais qui, depuis deux législatures, distribue dans le secret les investitures.

Jacques Chaban-Delmas parle après Maurice Schumann, qui joue de plus en plus à se prendre pour André Malraux. A l'applaudimètre, le « cher Jacques » bat tous les records. Paradoxale U.d.r. : quand Chaban-Delmas était Premier ministre et faiblissait déjà sous les coups, elle l'accueillait par des sifflets. Il est parti sur diktat présidentiel. Aujourd'hui, elle le plébiscite presque.

Maurice Couve de Murville, encore moins souriant qu'à son habitude, encore plus amer que d'ordinaire, prend la parole : « La majorité s'est traînée interminablement dans les polémiques, les outrances, voire les fantasmagories ». Pincé, rigide, cruellement lucide, il demande que l'U.d.r. soit « sans faille sur le plan de la morale politique comme de la morale tout court ». Les applaudissements crépitent. Poliment.



Jacques Chaban-Delmas, Valéry Giscard d'Estaing, Pierre Messmer et Jacques Duhamel à Provins.

A 13 h, il est temps de déposer la gerbe rituelle au monument aux morts. Puis de déjeuner. Pour cela, sur l'esplanade, une tente-chapiteau a été montée. Elle appartient au cirque Fanny, qui l'utilisa pour la tournée de Claude François. La veille, Peyrefitte y avait convié les enfants de Provins à la projection de « Tintin et le mystère de la Toison d'or ».

Se contenter de Messmer

L'heure du café approche. Peyrefitte confie à quelques journalistes qu'il serait prudent d'en prendre deux tasses : Pierre Messmer va parler. Car il y a aussi le Premier ministre. La consigne avait été donnée à tous les orateurs : n'en faites pas trop, c'est Messmer qui doit avoir la vedette.

La salle se remet en place. Et Peyrefitte respecte scrupuleusement ces ordres : il n'y a rien à dire de son allocution. Les militants applaudissent à l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Duhamel. Rédigé par Philippe Mestre, son chef de cabinet, le discours du Premier ministre est un bon texte. Bien structuré, bien rédigé, bien argumenté. Du beau travail de cabinet ministériel. Mais la diction sombre vite : elle est laborieuse et soporifique. Un texte de 38 feuillets — soit plus de 120 minutes — dont 14 feuillets se veulent une réfutation du programme commun et 7 autres révèlent le bilan généreux et les perspectives exaltantes de la Ve République. L'enthousiasme fléchit. Au début, applaudissements tous les demi-feuillets. Puis tous les deux feuillets. Enfin, tous les trois feuillets. Quand le ton monte, quand le masque de Messmer se fige, l'enthousiasme revient avec le coup de clairon de la conclusion.

Quelques confrères, sans doute pris par l'ambiance, remarquaient lundi que le discours de Messmer avait été interrompu près d'une centaine de fois par les applaudissements. C'est beaucoup dire. Cent salves d'applaudissements pour un discours de 135 minutes, la proportion serait digne d'un congrès stalinien. Elle est loin de la réalité. Et des gaullistes applaudissant un gaulliste, d'ailleurs, cela prouve quoi ? La majorité doit se contenter de Messmer. Elle s'ac-

© Bibliothèque nationale Jean Jaurès



commode du grognard, à défaut de s'enthousiasmer pour le général.

Les journalistes s'étirent sur leur chaise. Discutent avec les membres du cabinet de Messmer. L'un d'eux confie : « Le drame, avec lui, c'est qu'il est incapable de profiter d'un bon discours, de le mettre en valeur. » A tout hasard, et comme une conséquence logique de ce discours que Messmer a soigneusement saboté, vient le temps des suppositions sur l'avenir. Le légionnaire passera-t-il le cap des élections ? Telle est la question finale des journalistes.

"Regarde tes cheveux"

Il est temps de se lever. Peyrefitte, qui soigne ses relations avec la presse, a organisé une réception pour les journalistes et les membres du gouvernement. On se transporte au « Caveau du Saint Esprit » — c'est le nom de l'endroit. Messmer est là, rigide, plein de bonne volonté, mais incapable de susciter l'enthousiasme, mal à l'aise avec les journalistes mais heureux de retrouver « les compagnons ». Précautionneusement, il demande l'avis de Michel Debré sur la partie constitutionnelle de son discours. Suit l'inévitable cours magistral du ministre de la Défense nationale. Et le temps de quelques photos. Peyrefitte s'approche, parle d'un responsable départemental de l'U.d.r. qui rue dans les brancards. Une réponse de légionnaire : « Je vais me le farcir au lance-flammes ». Le mot laisse perplexe.

Dehors, les militants ont rejoint leur voiture. Curieux mélange que ce parking à l'image des ambiguïtés du gaullisme et de son électorat. D'abord, il y a les officiels, les D.s. noires et les 504 Peugeot, celles des barons, des technocrates bien en cour. Puis les voitures des notables provinciaux, Citroën-Maserati ou B.m.w. de luxe ; ceux-là sont « arrivés », ils sont médecins ou notaires ; ils ont obtenu les bonnes circonscriptions. Et puis il y a les autres, ceux qui roulent modestement, ces militants de base largués dans des circonscriptions impossibles, condamnés à la « veste », mais qui y croient parce que, comme le déclarait une candidate à la tribune, « me demander pourquoi je suis gaulliste, c'est me demander pourquoi je suis Française »...

Un léger brouillard tombe sur Provins. L'heure du départ arrive. Ils repartent quelque peu rassurés, cultivant l'illusion de leur unité. Espérant parce qu'il faut bien donner aux électeurs l'impression de la victoire future. Ils venaient pour une fête. Ils n'ont eu qu'un honnête meeting. Les militants de la C.f.t., le syndicat indépendant de choc, distribuent des tracts aux sans-grade du gaullisme. Un caméraman de la télévision passe, les hommes de la C.f.t. le prennent à partie : « Vous n'êtes jamais là pour nous filmer, mais toujours pour aider les cocos ou les gauchos ». Le ton monte : « Regarde tes cheveux, ils sont longs. Les nôtres sont courts. Nous, on est sains. » C'est aussi cela, le gaullisme.

NICOLAS BRIMO

Un petit, tout petit bagage

A Provins, chaque candidat U.d.r. a reçu un dossier « majorité ». Il contient une pochette en plastique blanche renfermant 90 fiches. Consacrées à tous les domaines de l'action gouvernementale, agrémentées de chiffres, de bilans élogieux et de citations de Georges Pompidou. Quatre fiches concernent le programme commun et sont un montage habilement réalisé de certaines phrases ou citations de François Mitterrand ou de Georges Marchais. Deux brochures sont consacrées au P.c.f. et au programme commun. Du niveau du « bolchevique au couteau entre les dents ».

Un petit livret verdâtre révèle « ce que cache le programme commun » — nos lecteurs peuvent se reporter au numéro de « l'Unité » de la semaine dernière. Enfin, un mémento du candidat U.d.r. agrémenté de conseils pratiques.

Dans une enveloppe blanche, nominative, les candidats ont trouvé un chèque de 1 million ancien pour les aider à financer leur campagne. Il était initialement prévu que les candidats U.d.r. auraient 1 million et demi, les candidats P.d.m. 1 million, enfin les Républicains indépendants 500 000 F. Cette conception de l'unité de la majorité au niveau des gros sous a provoqué une jolie bagarre. Finalement, chaque candidat de la majorité touche un million. En clair, cela veut dire que la majorité — et ce n'est qu'un début — a déjà distribué 485 millions anciens à ses candidats. D'où viennent-ils ?

Réponses aux téléspectateurs

Le deuxième quart d'heure du Parti socialiste à la Télévision, qui sera aussi le dernier avant l'ouverture officielle de la campagne électorale, a permis d'inaugurer avec succès une formule nouvelle. Entouré de Maurice Séveno, qui présentait l'émission, et de deux jeunes candidats socialistes, Gérard Destrade et Nicole Perry, François Mitterrand a pu répondre en direct aux questions posées au téléphone par les téléspectateurs appelant S.v.p. En une demi-heure, plus de 400 questions portant sur les sujets les plus divers ont pu ainsi être enregistrées. Faute de temps, il n'a été possible de répondre qu'à sept d'entre elles, qui concernaient le statut de l'O.r.t.f., les rapports avec le Parti communiste, la fuite des capitaux en cas de victoire de la gauche, les nationalisations, les chrétiens et le socialisme, la place des femmes dans le programme de la gauche.

Au cours de l'émission, Maurice Séveno a annoncé que nous nous efforcerions de répondre aux autres questions dans les colonnes de ce journal. Il est impossible, en raison de leur nombre, de le faire pour toutes (1). Nous avons retenu, parmi celles qui n'ont pu passer sur l'antenne, les questions qui sont revenues le plus souvent, en écartant celles portant sur des sujets trop particuliers. Nous poursuivrons les réponses dans notre prochain numéro.

La retraite des cadres

Une première série de questions, fort nombreuses, ont été posées au sujet de la retraite des cadres, la position du programme commun à ce sujet semblant préoccuper plusieurs correspondants.

Il faut donc rappeler les précisions **(voir notre précédent numéro)** que les trois partis signataires du programme viennent d'apporter à ce sujet : tant qu'il n'aura pas été possible d'assurer à chacun, dès 60 ans, une retraite au moins égale aux trois quarts de son salaire réel des 10 meilleures années, les régimes complémentaires actuels seront maintenus et la part de la cotisation de Sécurité sociale qui finance le risque vieillesse ne sera pas déplafonnée. Dans l'immédiat, la retraite au premier franc et une coordination des régimes complémentaires permettront d'améliorer sensiblement les retraites des cadres. Une table ronde sera organisée avec les parties intéressées pour préciser les modalités d'application, le calendrier d'exécution et le financement des propositions du programme commun.

(1) Plusieurs centaines de questions sont également parvenues au siège du P.s.

Le troisième âge

Plusieurs correspondants souhaitaient savoir ce que la gauche entend faire pour les retraites et pour le « troisième âge » en général.

Le programme commun stipule que l'âge d'ouverture des droits à la retraite sera ramené à 60 ans chez les hommes et à 55 ans pour les femmes, le droit au travail restant garanti au-delà. L'augmentation générale des retraites et pensions sera engagée. Celles-ci ne pourront pas être inférieures au salaire minimum interprofessionnel garanti et seront rapidement amenées à 75 % du salaire annuel moyen des 10 meilleures années. Elles seront réversibles entre époux sur la base de 60 % de la retraite de la personne décédée. Les personnes âgées bénéficieront d'avantages en matière de logement, de transports, de services sociaux et de soins. La fiscalité sera aménagée en leur faveur. Diverses mesures favoriseront leur participation à la vie collective, à l'activité culturelle et aux loisirs.

Le programme agricole

Une vingtaine de correspondants souhaitaient interroger François Mitterrand sur les problèmes agricoles et, en particulier, sur le sort réservé à la petite exploitation familiale.

Le programme commun commence précisément par envisager les conditions de travail et de vie des petits et moyens producteurs. Il prévoit une nouvelle politique des prix et marchés qui visera notamment à garantir la progression du revenu des exploitants familiaux, étant bien entendu que ceux-ci continueront de représenter dans les prochaines années la grande majorité des travailleurs de la campagne.

N'en déplaise à Chirac, qui bien mal à propos, part en guerre contre le programme de la gauche, c'est la majorité actuelle qui a provoqué l'exode rural — les agriculteurs étant passés, de 1964 à 1968, de 31 % à 17 % de la population active totale. C'est face aux graves conséquences de cette politique que le gouvernement a été obligé de prendre les mesures annoncées la semaine dernière. Mais elles sont elles-mêmes l'aveu de l'échec d'une politique agricole qui a eu pour effets d'éliminer les agriculteurs les moins bien placés et de décourager l'installation des jeunes. La gauche s'attaque, au contraire, aux causes de l'exode en garantissant la progression du revenu des exploitants, en remédiant à l'insécurité qui règne dans le secteur agricole et en poursuivant une politique d'équipement permettant d'améliorer les conditions de vie sociale dans le milieu rural.

La nationalisation d'Hachette

Plusieurs correspondants ont demandé pourquoi le programme commun n'envisage pas la nationalisation d'Hachette.

C'est une question qui est souvent posée, en raison sans doute d'une mauvaise lecture du document. Le problème d'Hachette n'est effectivement pas mentionné dans le chapitre traitant des nationalisations, mais dans celui qui concerne le droit à l'information. Où l'on peut lire : « Des mesures immédiates permettront d'établir un prix de revient des journaux inférieur à leur prix de vente et de faciliter l'accès des journaux aux moyens modernes d'information, d'impression et de diffusion. Le statut des N.m.p.p. sera modifié de manière à les soustraire à l'emprise du groupe Hachette et à assurer des garanties démocratiques à la distribution de la presse. »

La puissance du trust Hachette, en



effet, vient pour l'essentiel du monopole qu'il exerce sur la distribution des journaux. Celle-ci ne peut cependant faire l'objet d'une nationalisation comme les autres, en raison de la nécessité de préserver la liberté et la diversité de l'information. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les N.m.p.p. avaient été conçues, à la Libération, sous la forme d'une coopérative.

Le mode de scrutin

Plusieurs questions ont été posées en ce qui concerne la position de la gauche au sujet du mode de scrutin.

Le programme commun souligne que l'existence d'un système électoral assurant une représentation aussi juste que possible des électeurs constitue une condition du fonctionnement démocratique du Parlement. C'est pourquoi une nouvelle loi électorale instituera la représentation proportionnelle pour les élections à l'Assemblée nationale et aux assemblées régionales. Le Parti socialiste propose, pour sa part, que les modalités de cette proportionnelle soient établies suivant le système Weil-Raynal, avec un tour de scrutin unique dans des circonscriptions individuelles, l'attribution de sièges régionaux complémentaires et une compensation nationale en dernier ressort. Un tel système garantissant qu'aucune voix n'est jamais perdue, qu'elle soit celle d'un conservateur à Saint-Denis, d'un socialiste à Versailles ou d'un communiste en Vendée.

La force de frappe

De très nombreuses questions concernaient la politique militaire de la gauche et, en particulier, l'avenir de la force de frappe et l'extension des camps militaires.

Le second sujet a déjà été largement traité dans « l'Unité » et en particulier dans le document de Guy Perrimond publié dans notre numéro 43 du 15 décembre 1972.

En ce qui concerne la force de frappe, le programme commun prévoit l'arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française et la reconversion, selon un échéancier précis, de l'industrie nucléaire militaire en industrie atomique pacifique, avec le souci de préserver les intérêts des travailleurs concernés. En aucun cas, les problèmes posés par cette reconversion ne serviront de prétexte au maintien de l'industrie nucléaire militaire. Soucieux d'assurer la sécurité de la France, le gouvernement fondera sa politique de Défense nationale tout à la fois sur la recherche de la sécurité collective et du désarmement, le respect de ses alliances et une réorganisation des forces armées françaises.

Les petits commerçants

Nombreuses questions également sur la façon dont la gauche considère les problèmes des petits commerçants et artisans.

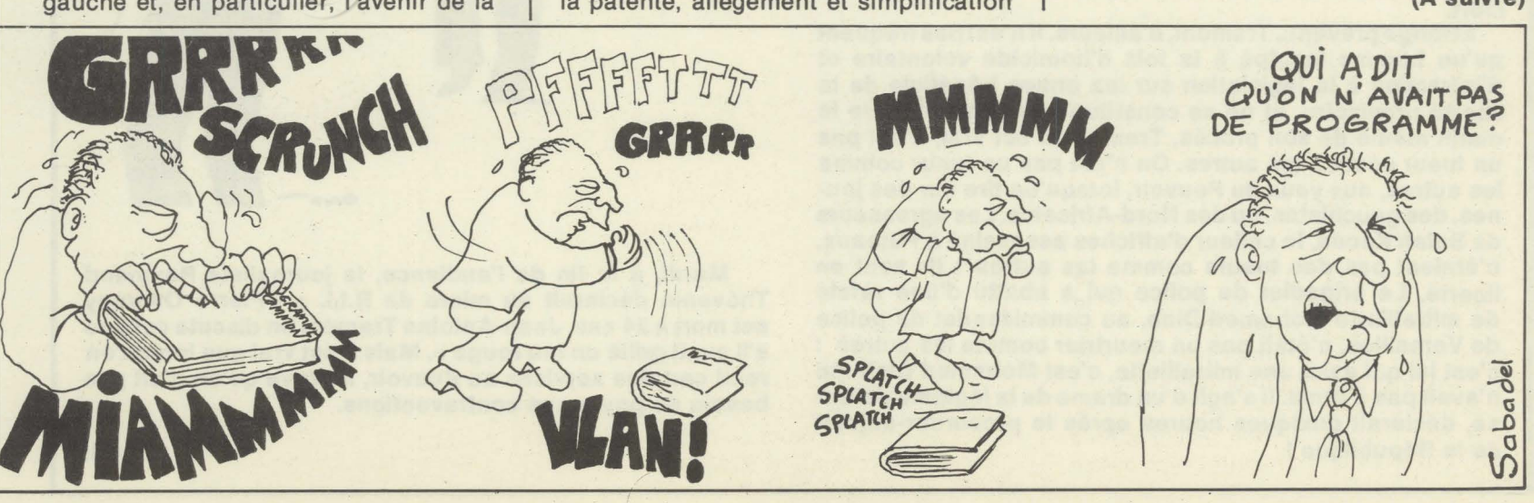
Le programme commun insiste fortement sur la crise que la concentration capitaliste a provoquée au niveau du commerce, de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises. Soucieux d'assurer la défense légitime de ce secteur important de l'économie, il prévoit notamment l'allègement de la charge fiscale des petits commerçants (réforme de la patente, allègement et simplification de la T.v.a., etc.) ; l'égalité pour tous du régime de prévoyance sociale, par l'alignement sur le régime général de la Sécurité sociale ; le bénéfice pour les commerçants et artisans de la même pension minimale indexée sur le Smic que celle des autres travailleurs. Le programme commun prévoit, enfin, une série de mesures, d'une part pour favoriser les reconversions et, d'autre part, pour contrôler la création de grandes surfaces dans le sens de l'intérêt général, avec la participation de tous les intéressés.

La gauche et Israël

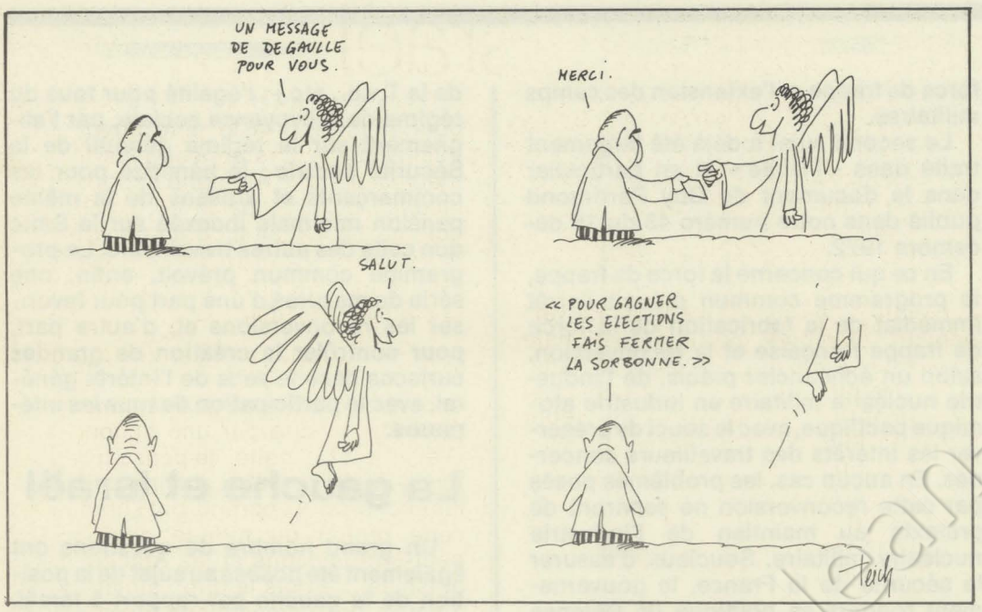
Un grand nombre de questions ont également été posées au sujet de la position de la gauche par rapport à Israël, plusieurs correspondants paraissant redouter des divergences à ce sujet entre les socialistes et les communistes.

Il est exact que socialistes et communistes ont exprimé, au cours des dernières années, des appréciations différentes sur le conflit du Proche-Orient. Il n'en est que plus important qu'une formulation commune ait pu être trouvée à l'occasion de l'élaboration du programme commun, formulation dont voici les termes : « Le gouvernement de la gauche s'efforcera de contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité au Proche-Orient, dans le respect du droit à l'existence et à la souveraineté de tous les Etats de la région, notamment de l'Etat d'Israël, ainsi que des droits nationaux du peuple arabe de Palestine. Il fondera son activité en ce sens sur la résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967. »

(A suivre)



A contre-pied



Le départ d'Augustin

Pierre Mauroy sera dans quelques jours maire de Lille. Conformément à l'engagement qu'il avait pris lors des élections municipales de mars 1971, après avoir battu le ministre Ortoli, Augustin Laurent abandonne ses fonctions à 76 ans, au profit de celui que tous les Lillois considéraient depuis longtemps déjà comme son successeur désigné. La seule inconnue était la date de cette démission. Après avoir longuement réfléchi, comme il l'a fait toute sa vie avant de prendre une décision — ce qui lui avait valu, à la S.f.i.o., une réputation de grande sagesse et même le surnom de « pape » — Augustin Laurent s'est retiré avant les élections législatives. Ce qui donne à Pierre Mauroy un atout supplémentaire dans la bataille qu'il a à mener à la fois contre le député U.d.r. sortant Hubert Rochet et contre le candidat réformateur Claude Catesson.

La victoire de Dieppe

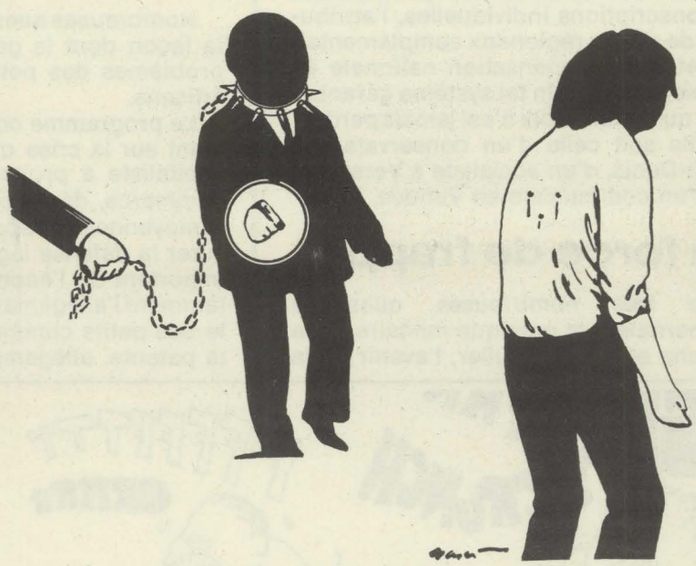
La plupart des journaux se sont davantage intéressés à l'élection partielle de Charenton où, pourtant, le succès d'Alain Griotteray était très généralement attendu, qu'à celle de Dieppe, qui a vu la victoire des deux candidats socialistes, Robert Verneuil et Maurice Séveno. Pourtant, les représentants locaux de la majorité n'avaient rien négligé pour empêcher que Séveno entre au conseil municipal. Les hommes de main du C.d.r. s'en sont pris physiquement à lui et ont distribué un tract le qualifiant d'« étranger » et d'« ami des cocos » parmi lesquels l'architecte Niemeyer, « coco apatride ». Et le tract se terminait

De sang froid

« Ce pistolet aurait été entre d'autres mains, ce n'est pas un mort qu'il y aurait eu, c'est plusieurs... Je ne suis pas un surhomme, je l'avoue, j'ai eu peur... J'aurais pu continuer, il n'y a que le premier pas qui coûte. »

Comme on le voit, la ligne de défense adoptée par Jean-Antoine Tramoni qui, le 25 février 1972, abattit d'un coup de pistolet le militant maoïste Pierre Overney aux portes de l'usine Renault, est apparue clairement dès le premier jour du procès qui s'est ouvert mardi devant les assises de Paris. Si on comprend bien, il faudrait presque remercier Tramoni : grâce à son sang-froid, il n'y a eu qu'un mort.

Etrange prévenu, Tramoni, d'ailleurs. Il n'est pas fréquent qu'un homme inculpé à la fois d'homicide volontaire et d'infraction à la législation sur les armes bénéficie de la liberté provisoire, et ne se constitue « prisonnier » que le matin même de son procès. Tramoni, il est vrai, n'est pas un tueur comme les autres. On n'est pas un tueur comme les autres, aux yeux du Pouvoir, lorsqu'on tire sur des jeunes, des gauchistes, ou des Nord-Africains. Les agresseurs de Salah Kaced, le colleur d'affiches assassiné à Puteaux, n'étaient pas des tueurs comme les autres : ils sont en liberté. Le brigadier de police qui a abattu d'une rafale de mitraillette Mohamed Diab, au commissariat de police de Versailles, n'était pas un meurtrier comme les autres : c'est lui qui avait une mitraillette, c'est Mohamed Diab qui n'avait pas d'arme. Il s'agit d'un drame de la légitime défense, déclarait quelques heures après le procureur-adjoint de la République !



Mardi, à la fin de l'audience, le journaliste Raymond Thévenin déclarait au micro de R.t.l. : « Pierre Overney est mort à 24 ans. Jean-Antoine Tramoni en discute comme s'il avait grillé un feu rouge ». Mais il est vrai que lorsqu'on rend certains services au Pouvoir, il arrive qu'on n'ait pas besoin de payer ses contraventions.

M.B.

Archives Jean-Jaurès

ainsi : « Dieppe n'est pas un dépotoir pour petits copains en difficulté. Tous ensemble, chassons cet intrus, Séveno ne passera pas. »

Séveno est passé. Mais le « débat d'idées » cher à Peyrefitte en a pris un coup !

Campagne "musclée"

Dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 janvier, plusieurs permanences d'organisations de gauche, notamment celle du Parti socialiste du Pré-Saint-Gervais, ont été saccagées par des groupes d'inconnus se déplaçant en voiture.

Partout, la réaction populaire a été vive et des manifestations spontanées ont exprimé l'irritation d'une population qui n'entend pas voir la campagne électorale se dérouler dans le désordre. Bien entendu, on cherche les coupables et il n'est pas sûr qu'on les trouvera. Comme le soulignait le tract publié par la section socialiste du Pré-Saint-Gervais : qui a placé la compétition sous le signe de la violence, sinon Pierre Messmer, lorsqu'il a invité les militants de la provisoire majorité à ne pas attendre, pour distribuer les coups de poing, qu'on leur en ait donnés ?

En tout cas, en guise d'ouverture du grand rassemblement de Provins, les « inconnus » de la Seine-Saint-Denis ne pouvaient faire mieux.

Un mort à la Cité

Dans la nuit de dimanche, bagarres au pavillon cambodgien de la Cité universitaire internationale à Paris. Au matin, après appel — très tardif — à la police et intervention — encore plus tardive — de celle-ci, on découvre dans une caisse un corps humain : celui d'un étudiant de 24 ans, tué par balle.

« Des événements graves étaient prévisibles : ici, ce sont les résidents de droite qui font la loi », dit un étudiant cambodgien à l'enquêtrice de « l'Unité ». Et d'accuser le directeur du pavillon — qui n'est autre que le beau-frère du général Matak, bras droit du dictateur de Phnom-Penh, Lon Nol — de méthodes discriminatoires à l'égard des Cambodgiens du Front uni (Func), qui soutient Sihanouk.

C'est la démission de ce directeur que réclame un communiqué des Etudiants socialistes français, ainsi que la poursuite de l'enquête jusqu'à son terme, quel qu'il soit. Les E.s. posent la question : « Certains sont allés jusqu'à tuer : forts de quels appuis ? »

L'image d'Israël

par Pierre Bourgeade

Golda Meir à Paris. Le gouvernement français a tout fait pour empêcher cette visite. En vain. Par « la Nation », il accuse le coup : « La venue à Paris de Mme Golda Meir ne facilitera pas les relations futures entre la France et Israël. » Remarque analogue pour tous les chefs de gouvernement membres de l'Internationale socialiste qui viendront aussi à Paris. Mauvaise humeur : signe de faiblesse. Les « caprices » de Pompidou, dont François Mitterrand parlait il y a trois jours à Europe 1, sont maintenant connus de l'opinion publique internationale, qui a jugé une fois pour toutes à sa juste valeur — juste, c'est-à-dire : petite — l'atrabilaire de l'Elysée. L'opinion publique internationale sait ceci : le président de la République et son gouvernement sont dépourvus de toute vision historique, ils agissent et réagissent au jour le jour ; leur satisfaction et leur colère sont des caprices d'enfants et n'ont pas plus d'importance que ces caprices. L'hostilité sournoise dont le gouvernement français fait preuve à l'égard d'Israël a pour corollaire la sympathie, non moins sournoise, dont il fit preuve à l'égard des pays arabes. Mais qui peut être dupe de ces sentiments ? Quels liens réels peuvent exister entre la Libye de Kadhafi et la France de Pompidou ? Aucun. Pompidou se dit l'ami de Kadhafi. Cette amitié sent le pétrole. Les Arabes le savent. Les Français aussi.

Non sans crainte, car je peux me tromper complètement, je voudrais dire ici mon point de vue sur Israël et sur les Arabes. Je suis comme un très grand nombre de Français : je me sens également ami d'Israël et des Arabes, j'ai toujours eu des amis juifs et des amis arabes. Je ne pense jamais au conflit qui oppose aujourd'hui Israël et les Palestiniens sans penser à une nouvelle de Borgès qui s'appelle, je crois, « Les théologiens ». C'est une histoire qui se passe au temps des hérésies. Deux théologiens se combattent férocement à propos de l'interprétation d'un texte. L'un d'eux réussit à faire condamner l'autre pour hérésie et à le faire envoyer au bûcher. Quelques années plus tard, le théologien qui a triomphé périt dans un incendie de forêt : par le feu, exactement comme il avait fait mourir son adversaire. Arrivé devant Dieu, il s'aperçoit que, pour Dieu, son adversaire et lui étaient la même personne.

Je ne crois pas en Dieu, mais je crois que, dans le conflit du Proche-Orient — et dans la mesure où un événement réel peut être éclairé par une fiction — ce Dieu, c'est l'Histoire. Je pense quelquefois que, dans quatre ou cinq mille ans, les écoliers qui apprendront l'histoire de cette région du monde confondront peut-être les Juifs et les Arabes, Israël et Ismaël. Je dois le dire : aimant Israël à cause des persécutions terribles que les Juifs ont subies pendant la guerre — et de celles qu'ils subissent depuis — je n'arrive pas à comprendre comment Israël peut ne pas comprendre aujourd'hui le désespoir des Palestiniens.

Comme beaucoup d'intellectuels enclins aux positions radicales, je me sens tout à fait internationaliste. Mais je crois qu'on ne peut se sentir internationaliste que si l'on a un pays à soi, ne serait-ce que pour l'oublier. A l'homme qui n'a pas sa terre d'origine — et qui dit terre dit Histoire, mémoire — il manque quelque chose qui fait qu'il ne peut pas se sentir entièrement un homme et qui fait que, désespéré de ne pas être reconnu pour un homme, il est prêt à commettre les actes les plus insensés — que les « vrais » hommes appelleront, évidemment, des actes « inhumains » — jusqu'à ce que justice lui soit rendue.

S'il y a un peuple au monde qui peut comprendre ça, n'est-ce pas Israël ? Israël a été privé de sa terre pendant des siècles. Peuple sans terre, il a vécu ce que vivent les Palestiniens. Ne voit-il pas dans les Palestiniens sa propre image ?

RESTAURANT
L'ATLANTIQUE

Son plateau de fruits de mer
Son bar grillé sur fenouil
Son gratin de lasagne aux fruits de mer
Sa pièce de bœuf au poivre vert
La glace aux fruits d'Alietto

51, Bd de Magenta - PARIS 10e
Téléphone : 208.27.20

La duperie du voyage moscovite

Lorsque le président de la République française se rend en Union soviétique à la veille d'une consultation électorale importante pour son pays et accessoirement pour son propre sort, le commentateur est prié avec fermeté de n'y voir ni de près ni de loin des préoccupations de politique intérieure. Allons plus loin, pour nous en remettre aux propos tenus mardi dernier par Georges Pompidou à ce sujet. Ce voyage ne peut et ne doit avoir aucune incidence sur ce qui se passe actuellement en France : tel est le souhait présidentiel.

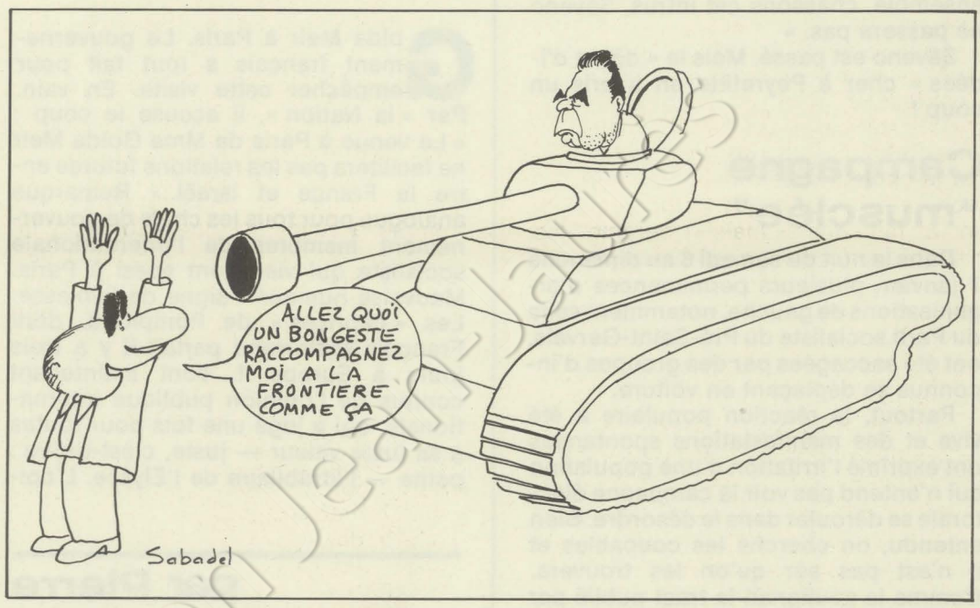
Ce souhait est important. Pas seulement par le petit mensonge qu'il couvre et selon lequel le développement des relations franco-soviétiques ne répondrait pas, dans les circonstances actuelles, à certaines ambitions du premier personnage de la Ve République. Mais encore parce qu'il signifie que, dans des électipns législatives, le peuple français est prié de ne pas avoir d'opinions sur la politique étrangère de la France, sur la façon qu'on a de la conduire et sur les objectifs qu'elle cherche à atteindre.

Ainsi, la notion du domaine réservé se trouve explicitée. Il ne l'est pas uniquement à l'égard des autres grands corps institutionnels, gouvernement et Parlement, mais tout autant à l'égard de l'opinion populaire. Affaire d'Etat que ce voyage, rencontre de souverain à souverain : pour le reste, on vous en conjure, applaudissez et ne jugez pas.

Devoir d'admiration

A un autre moment de sa conférence de presse, le président de la République a développé le traditionnel petit couplet anticommuniste. Le communisme en France, c'est la dictature, le totalitarisme, l'anéantissement de nos libertés. Pourrait-on faire observer qu'en matière de politique étrangère, Pompidou ne souhaite pas, en pratique, un autre avenir pour le peuple français. La presse devra, comme « la Pravda », annoncer que tout le peuple accueille avec chaleur l'annonce du départ du guide suprême vers la grande nation soviétique, avec laquelle tant de liens nous unissent et qui œuvre comme nous pour la coexistence. Ayant ainsi rempli son devoir d'admiration, elle se taira.

Parce que les socialistes, tout en se



gardant d'une tendresse particulière envers l'U.r.s.s., n'ont jamais manqué d'œuvrer en faveur de la coopération franco-soviétique et l'ont montré à chaque fois qu'ils étaient au pouvoir, ils peuvent aujourd'hui, très sereinement, dénoncer la médiocre escroquerie — une de plus — que vient de pratiquer le chef de l'actuelle majorité. Oui, le voyage en U.r.s.s. concerne tout le peuple français qui a le droit, en mars prochain, de se prononcer sur son « opportunité », pour reprendre le mot de Pompidou sur la réunion de l'Internationale socialiste. Oui, nous avons le droit de réagir sur cette exploitation de la coopération franco-soviétique, considérée comme un moyen d'asseoir l'autorité européenne d'un président dévalué. Oui, le corps électoral a le droit de dire que la grande question des relations entre l'Est et l'Ouest méritait mieux que cette pauvre dérobade.

CLAUDE FUZIER

Etats-Unis : qui est le plus fou ?

Une terrible tuerie a eu lieu cette semaine aux Etats-Unis, dans la vieille cité de la Louisiane, La Nouvelle-Orléans, qui fut un haut-lieu du jazz et qui est encore un des points chauds du problème noir aux U.s.a. Un homme — peut-être plusieurs — a pénétré dans un grand hôtel et y a soutenu ensuite un siège en règle contre les forces de police et de la garde nationale. Bilan : au moins sept morts et une dizaine de blessés.

Ce geste de désespéré fait évidemment couler beaucoup d'encre aux Etats-Unis. Il a rappelé que si le calme était à peu près revenu dans les ghettos noirs, il existe toujours, d'une part, des « extrémistes » capables de toutes les formes d'action, d'autre part, un peuple, le peuple noir américain, qui ne se sent pas toujours à sa place sur une terre qui lui appartient autant qu'à la population blanche.

L'indignation internationale a été plus discrète au sujet de ce drame que lors de la terrible affaire de Munich. Et pourtant, les mêmes interrogations pourraient venir à l'esprit devant l'acte de militants noirs qui, drogués ou pas, sont les produits, et d'un type de société et d'une situation politique qui, à l'origine, n'est pas née de leur fait. Quelles que soient en effet les explications données par les autorités américaines — et nous connaissons, depuis l'assassinat de John Kennedy, la richesse de leur imagination — le problème de la violence est une réalité américaine, d'autant plus sensible qu'il se nourrit d'un terrain démocratique.

Le blanc file un mauvais coton

Gai pour affronter l'important. Vivre dans de petites choses qui plaisent, dit Primrose Bordier, c'est le luxe. Primrose Bordier, c'est la styliste française qui a mis le linge en fête. Pour elle, le rire, la joie passent par la couleur. Elle a teint ses draps en fuchsia — rose presque rouge — ou elle en a fait des « maïs » comme les champs, des marines... Bref, à l'ouverture du « mois du blanc » qu'est traditionnellement janvier, le blanc n'est plus blanc.

Il y a un peu plus de dix ans, avec des acheteurs, elle était partie aux Etats-Unis. Pour voir. Là-bas, les serviettes de bain avaient des fleurs grosses comme ça, elles étaient rouges, vertes. Américain, mais génial.

En 1964, elle ouvre sa première boutique au Printemps. C'est un petit coin dans le vaste étalage traditionnel du blanc du mois de janvier. Et parce que c'est leur métier d'oser un peu — pour gagner beaucoup — les grands magasins suivent. Réaliser des vitrines accrocheuses, rehausser de taches de couleur les mornes piles de torchons et de serviettes, c'est s'assurer une « bonne presse » et montrer que la fabrication française est dans le coup. Mais le risque est mesuré : derrière les rayons, les stocks sont blancs de blanc. Premier résultat, surprenant pour certains : le clin d'œil plaît aux femmes.

Comment peut-il en être autrement ?

Lorsque Richard Nixon décide de sang-froid l'écrasement d'Hanoï par les B 52, l'exemple vient d'en haut. Que peuvent peser, pour certains, les cadavres de La Nouvelle-Orléans, alors que d'autres milliers de cadavres ont jonché le sol du Nord-Vietnam par la volonté du premier personnage des Etats-Unis et du défenseur — par serment — d'une Constitution qui invoque à la fois les devoirs envers Dieu et les droits de la personne humaine ?

Si le jeune « insensé » de La Nouvelle-Orléans est un assassin, comment qualifier le président Nixon ? Laissons le soin à chacun d'entre nous de trouver le terme qui convient le mieux. Et si, par hasard, les victimes de La Nouvelle-Orléans étaient tombées sous les coups d'un fou authentique, celles d'Hanoï ont succombé du fait de qui ?

C.F.

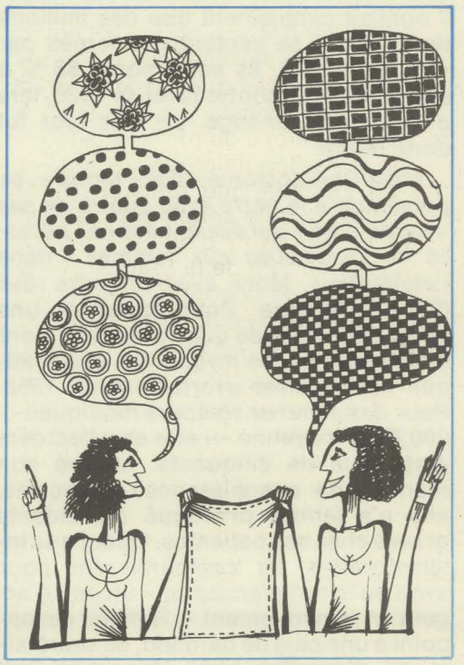
Les fabricants, conservateurs par nature, n'avaient pas prévu que les Françaises jetteraient aux orties l'héritage du trousseau amoureusement brodé. Ils avaient oublié que les Françaises n'ont plus de trousseau. Pour eux, ôter les blanches parures de lit, c'était du viol. Pris à contre-pied, les fabricants ont cherché à savoir ce que souhaitait la clientèle. Ils ont appris — à leurs dépens — que les goûts des ménages, en la matière, ont évolué. Les logements trop petits, trop bas de plafond, la disparition du « vrai » lit, tout jouait. Les draps de toile deviennent lourds et rugueux dans les chambres à coucher en teck. Le coton pèse sur le matelas de mousse posé sur son socle de plastique. Les cotonniers n'avaient pas prévu l'évolution du goût, de la matière, l'importance de l'environnement. Ils allaient y laisser des usines...

L'industrie chimique, par contre, est entrée dans le circuit. En force. On parle de 22 millions de draps vendus par an pour 15 millions de ménages. Avec un espoir : vendre 30, puis 40 millions, en persuadant les Françaises de laver leurs draps plus souvent. Car, en moyenne, ce n'est que toutes les trois semaines qu'elles mettent dans leur lit des draps propres.

Victoire des chimistes

Mais le blanc, ce n'est pas que la literie. Il y a aussi le linge de toilette et celui de table, qui demeure l'achat privilégié des cadres supérieurs et professions libérales. C'est qu'à partir d'un certain revenu, on peut se préoccuper de ce qu'il y a autour de l'assiette... Pourtant, les fabricants sont discrets. Impossible de savoir qui achète quoi, car le luxe change de camp : la toile cirée s'ennoblit, l'éponge devient velours et la couleur est de bon ton. Alors, on mise sur les jeunes ménages, parce qu'ils « préfèrent » deux paires de drap « marrants » et 4 serviettes qui réveilleront la salle de bain à l'armoire pleine de blanc de jadis. C'est qu'ils n'ont plus d'armoire, mais une penderie, et qu'ils ont perdu le fétichisme du drap. Ainsi, ils les renouvelleront plus souvent. Et on calcule la durée maximum d'un drap : entre trois et cinq ans. Et, peu à peu, les « chimistes » gagnent la bataille. Chez Descamps, depuis 3 ans, l'ordre des ventes a basculé : 60 % nouveau style, 40 % traditionnel.

« Blancolor » aux Galeries Lafayette, à Prisu — « Un peu de blanc, beaucoup de couleur » — « réclame de blanc » dans les catalogues. Vente par correspondance et grandes surfaces rivalisent de publicité et de prix sacrifiés. Si, un siècle après son « invention » par Boucicaut, le blanc-blanc reste 10 à 20 % moins cher, le succès de la couleur résulte d'une impulsion sans nécessité d'achat. A croire qu'en rajoutant de la couleur à leur lit, les gens ont voulu commencer à un peu « changer leur vie ».



Pour le consommateur, la saison du blanc, c'est la tradition, puis l'occasion. C'est pouvoir s'attarder sur les étiquettes. Lorsqu'elles sont « lisibles » : le garanti grand teint, par exemple, ça ne veut pas dire grand chose ! C'est aussi l'occasion d'oser. Passer du classique au un peu fou. Car, de bien durable, « l'armoire » est devenue un bien de consommation. Signe intérieur de richesse, le « blanc » et le bois ciré gardent l'odeur surannée des traditions, de la dot, de la demeure. Signe extérieur de banalité, le placard de H.l.m. s'enorgueillit du drap qui se parsème de fleurs pour se souvenir qu'un jour, il y a bien longtemps, il a séché au soleil et vieilli sous un brin de lavande.

JOSETTE BARBIER

La loi scélérate

Après Bobigny et Tours : Angers. Le problème de l'avortement ne semble plus vouloir regagner la silencieuse décence dans laquelle on le tenait.

Au tribunal correctionnel d'Angers où l'on jugeait vendredi dernier une avorteuse et cinq « intermédiaires », le huis clos a pourtant été réclamé. Et qui plus est, par Me Ribes, avocat de la défense ! A son goût, un public trop passionné se pressait dans la salle. Heureusement, Me Gisèle Halimi était là pour protester. Vouloir protéger l'ordre public et la morale, telle était la volonté de Me Ribes. Il oubliait simplement que des millions de Français se sentent concernés par ces jugements. Ils sont même 86 % à s'être déclarés contre la loi de 1920, lors d'un récent sondage. Le huis clos fut donc rejeté.

Mme Christostome, dite « Mona », se présentait à la barre avec quatre de ses « complices » qui avaient donné l'adresse de l'avorteuse aux femmes « dans l'embarras ». Mona avait toujours rêvé d'être infirmière. Pour dépanner une amie, déjà mère de quatre enfants, dont deux souffrent de myopathie, elle pratique son premier avortement en 1968. Pour des sommes toujours modiques — 200 F en moyenne — elle en effectuera ainsi plus de cinquante. Malgré son manque de connaissances médicales, elle n'a jamais provoqué d'accidents graves chez ses patientes. Quant aux intermédiaires, ils comparaissent pour avoir eu le tort d'accepter « un peu d'argent en remerciement ». Refuser cet appoint à une paie de barmaid, de secrétaire ou d'ouvrière chez Honeywell-Bull n'était pas toujours facile.

Alors que l'avocat de Mona demandait l'application de la loi avec une certaine indulgence et que Me Ribes — semblant confondre son rôle d'avocat et la besogne du ministère public — souhaitait des peines d'amende, seule Gisèle Halimi, défendant gratuitement — comme le veut l'association Choisir — deux des intermédiaires, plaidait la relaxe : « Il nous faut enterrer cette loi, parce qu'elle conforte une discrimination intolérable entre les riches et les pauvres. » En face d'elle, le substitut Meyer — qui trouvait l'affaire « d'une banalité déconcertante » — a requis une lourde peine d'emprisonnement avec sursis et une amende égale à ses gains pour Mona, et la même peine avec plus d'indulgence pour les intermédiaires. Le jugement sera rendu mercredi.



En attendant, ce procès démontre que les magistrats sont de plus en plus mal à l'aise devant cette loi d'avant-hier qu'ils doivent appliquer faute de la voir changer.

Pour son grade

En dépit des protestations vigoureuses de l'opinion, en dépit des initiatives de quelques députés lucides, rien n'a été fait. Seule une circulaire administrative, adressée aux Parquets en juin 1971, a recommandé aux magistrats d'agir avec discernement dans les affaires d'avortement. Pour le procès d'Angers, Pierre Arpaillange, directeur des affaires criminelles et des grâces, a cru nécessaire, en avril 1972, de faire parvenir au juge une « instruction particulière » déclarant « peu souhaitable, en l'état actuel des controverses sur l'avortement, une comparution massive d'avortées » et demandant de « limiter les poursuites à la seule avorteuse et à ses complices ». L'article 317 du Code pénal, qui considère l'avortée comme l'auteur principal du délit, en prenait pour son grade. Belle victoire pour les 343 qui furent traitées de salopes parce qu'elles clamèrent leur avortement.

On le voit, depuis le procès de Bobigny, rien ne va plus. Car ce ne sont plus quelques militantes surexcitées qui demandent l'abrogation de la loi de 1920, ce ne sont même plus des femmes intouchables. Ce sont des hommes : des notabilités scientifiques, des médecins, parfois des prêtres. Ils dénoncent tous cette loi caduque qui n'empêche pas les femmes d'avorter, mais les contraint à la clandestinité. Certains, comme les Prs Milliez et Monod, ont avoué avoir enfreint la loi, soit pour avoir pratiqué des avortements, soit pour les avoir favorisés.

Tous considèrent que le fœtus représente une forme de vie inférieure. Tous pensent qu'en cas de refus de l'enfant, l'épanouissement de la mère doit être préféré. Qui songe à dire qu'ils ne respectent pas le serment d'Hippocrate ? Qui rappelle que la clause qui interdit l'interruption des grossesses est due au gouvernement du maréchal Pétain ?

Un pas irréversible

Tous sont d'accord pour reconnaître que l'avortement n'est pas une méthode de régulation des naissances, que c'est « une décision désespérée qui doit être prise par des femmes et des hommes mis en face de leurs responsabilités », comme le dit un Jésuite, le père Bruno Ribes, directeur de la revue « Etudes ». Il ajoute : « Quand nous parlons d'une refonte de la législation sur l'avortement, il n'est pas question d'envisager un catalogue de cas permis et défendus comme le fait le projet de loi Peyret, actuellement en discussion. Une loi donnerait bonne conscience à chacun et empêcherait de poser le problème personnel dans toute son ampleur. »

Au beurre noir

On n'arrête décidément pas le progrès, y compris dans le sport. C'est ainsi que, par le truchement de son émission sportive du dimanche soir, sur la seconde chaîne, l'O.r.t.f. nous a pratiquement conviés à assister à un spectacle sportif digne des soirées fastueuses de la belle époque.

Un courageux organisateur — selon les propres termes des commentateurs Christian Quidet et Loys van Lee — n'a pas hésité à engager sa responsabilité et, ce qui est sans doute plus important à ses yeux, ses deniers pour présenter, dans le cadre d'un grand hôtel de l'ouest parisien, un combat de boxe entre Jacques Kichichian et l'Espagnol Antonio Torrès.

Rien d'extraordinaire, dira-t-on. Mais où les choses se corsent, c'est quand

Le thon est-il toujours bon ?

La liberté totale pour chaque homme et chaque femme en matière d'avortement ne peut exister sans un apprentissage sérieux de la contraception et, de surcroît, sans une politique véritablement sociale.

Quant à ceux qui craignent, à cause des excès qui en découleront, une liberté totale en ce domaine, Robert Vouin, professeur de droit, affirme : « Aucune réforme opportune ne peut être condamnée sur la seule considération des abus que l'on peut en faire. »

D'ailleurs, mis à part quelques récidivistes, qui récidiveront toujours, légalement ou dans la clandestinité, quelle femme ira de gaieté de cœur subir une intervention chirurgicale avec anesthésie qui, malgré tout, reste dangereuse ? En Hongrie, où l'avortement est légalisé, on recense six accidents mortels pour 100 000 avortements. C'est peu, soit. Mais le risque existe, même si les adversaires de l'abrogation de la loi ont quelque mal à l'admettre. Les souffrances et les mutilations qu'implique tout avortement sont sans doute, pour eux, des « problèmes de bonnes femmes ».

C'est indiscutable. Un pas irréversible a été franchi lors du procès de Bobigny, même si des femmes sont encore condamnées, comme au procès de Tours. Elles ne sont plus seules à réclamer le droit de procréer librement des enfants désirés. Il faudra bien que l'Etat suive !

CHRISTINE COTTIN

La mer est un égout. Chacun sait que l'on y trouve de tout, du pétrole, des produits chimiques en quantités diverses, de vieilles voitures, des déchets radioactifs, du mercure, du plomb, etc. On y trouve encore de l'eau, du poisson, des coquillages. Mais en quantité de plus en plus réduite, au point d'inquiéter le gouvernement — et, affirment certains, de plus en plus pollués. L'Union fédérale des consommateurs, dans le numéro de janvier de son mensuel « Que choisir », va jusqu'à nous conseiller de « limiter notre consommation à deux repas de poisson pas semaine ».

C'est à la suite de l'analyse du mercure contenu dans les moules sauvages — celles que vous ramassez à marée basse — de la côte atlantique, que l'U.f.c. a décidé d'alerter les consommateurs. Le mercure a été à l'origine d'intoxications très graves : 111 morts à Minamata, au Japon, des centaines de morts en Irak, au Guatemala, au Pakistan. Des cas de « maladie du mercure » ont été diagnostiqués en Italie, au Danemark. En Suède, les poissons de 40 lacs sont reconnus impropres à la consommation. En 1971, les douanes françaises ont refoulé 1 500 tonnes de thon frais et 100 000 boîtes de conserves de thon : le taux de mercure y était trop élevé. C'est dire si le problème est grave — « l'Unité » y avait d'ailleurs consacré une étude il y a quelques mois.

Mais, à lire les résultats des tests de « Que choisir », des interrogations naissent : les teneurs de mercure trouvées dans les moules par les chercheurs de l'U.f.c. ne correspondent pas à celles mesurées — aux mêmes dates — par ceux de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes. Le « seuil dangereux » choisi par l'U.f.c. est de 0,2 p.p.m. (partie par million). Aux Etats-Unis, la Food and drug Administration interdit la vente du poisson contenant plus de 0,5 p.p.m. ; la tolérance française va jusqu'à 0,7 p.p.m. ; la suédoise, jusqu'à 1 p.p.m. Or, parmi les moules de culture — celles que l'on trouve chez le marchand — le taux le plus élevé décelé par les chercheurs de l'U.f.c. — au marché de Douarnenez — est de 0,19 p.p.m. Peut-on utiliser de tels résultats pour demander aux Français de ne pas manger trop de poisson ?

Pas frais

Car l'analyse des cas d'intoxication ont montré que le danger apparaît lorsque l'ingestion de mercure dépasse 0,3 milligramme par jour, ce qui implique — pour une contamination de 0,2 p.p.m. — de consommer 1,5 kg de poisson par jour ! Soit plus de 547 kg par an. Or les Français en consomment à peine une dizaine de kilos.

De surcroît, des dosages de mercure faits par des chercheurs américains sur des thons pêchés à la fin du XIXe siècle et dans des arêtes vieilles de 1 000 ans ont montré que la teneur d'alors est la même qu'aujourd'hui.

Il ne s'agit pas de nier les dangers que nous fait courir — entre autres — le mercure, mais peut-être aurait-il fallu être plus prudent quant aux conclusions des tests effectués. Ou par exemple, rappeler que l'état de fraîcheur du poisson vendu à Paris est plus que relatif : des analyses faites en décembre 1971 par Le Laboratoire coopératif ont montré que 45 % du poisson acheté par les enquêteurs « avait atteint un degré d'altération qui aurait suffi pour justifier son retrait de la vente ». On peut demander alors que la France applique le traité signé à Londres, en novembre dernier, sur l'interdiction des déversements en mer de produits toxiques — accord qui risque de rester un vœu pieux. Ou encore que les pouvoirs publics interviennent plus efficacement pour que l'état du poisson vendu soit conforme aux normes sanitaires. Ce qui est loin d'être le cas.

GUY PERRIMOND

on apprend que le ring sera dressé au milieu des tables où il sera possible — et même obligatoire — de se restaurer. Le menu sera de qualité ; les vins également, comme il se doit. Et il n'en coûtera que 400 F par tête — nous ne pouvons assurer que le service est compris... Bien entendu, la tenue de soirée est recommandée, mais pas de rigueur.

Sous l'œil attendri des commentateurs sportifs, le « courageux » organisateur a consenti pour les téléspectateurs à expliquer les raisons de son audacieuse initiative : « J'ai constaté depuis longtemps, a-t-il dit en substance, que de nombreux amateurs de noble art — et particulièrement des femmes — se privaient de leur spectacle favori par peur de la foule. C'est alors que l'idée m'est venue de prévoir, à leur intention, une soirée pugilistique à laquelle ils et elles pourraient assister sans difficulté aucune. » Le tout dit avec la simplicité de celui a conscience de faire le bien et de servir son prochain.

C'est égal, on aura décidément tout vu sous ce régime qui ne se connaît qu'un seul Dieu : l'argent. Nul doute que le Tout-Paris mondain se pressera ce soir-là, ne serait-ce que pour permettre aux élégantes d'éprouver la délicieuse sensation de digérer béatement un bon repas en regardant deux pauvres diables se marteler furieusement le visage. Fascinant et peut-être même saignant.

A l'heure où cet article a été écrit, nous ignorions si Joseph Comiti, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, présiderait ou non cette brillante soirée pugilistique, et gastronomique.

A. C.

Un bourgeois derrière les barreaux

Entendons-nous bien : les bonnes fées du génie cinématographique n'ont guère fréquenté le berceau de Damiano Damiani, il y a cinquante ans de cela. Les gros effets et les petits défauts de sa « Confession d'un commissaire de police au procureur de la République », que nous avons vue l'an dernier, ont eu plutôt tendance à s'aggraver avec son dernier film, « Nous sommes tous en liberté provisoire » — orchestrés qu'ils sont, de surcroît, par les orphéons de M. Morricone.

Cela dit, si l'on ne prend pas ce film pour « L'affaire Mattéi » et si l'on accepte de chausser les assez gros sabots de Damiani, on ne perdra pas tout à fait son temps. Car le sujet même traité par « Nous sommes tous en liberté provisoire » a sa propre force d'entraînement — ce qu'avait bien compris la commission de censure, qui l'a « retenu » six mois.

Quelque part dans une prison italienne, en 1971. Un jeune architecte, Vanzi, est placé là en détention préventive. Dans l'enfer pénitentiaire italien — car tout le monde sait bien que les geôles françaises ignorent les méthodes de contention, les passages à tabac, l'entassement des détenus... — Vanzi va réagir contre la violence avec toute la force de son « humanisme » libéral. Mais, en même temps, il se laisse aller à accepter, ou à demander, les petits privilèges que procure l'argent au prisonnier aisé. Déjà enfermé dans ce double jeu, il ne réagira guère lorsque sera assassiné son codétenu, un témoin à charge qui en sait trop long sur un effondrement de barrage (1 000 morts) où des hommes politiques en place ont une lourde responsabilité — vous voyez que tout cela est très italien... Pis : la peur poussera Vanzi à « confirmer » la thèse du suicide, par un faux témoignage d'autant moins incontesté qu'il émane d'un homme « de bonne famille et qui est allé à l'Université ». Et que, surtout, il n'entende plus jamais parler de cette histoire !

Privilégiés et police

La description de l'univers carcéral ne nous apprend, hélas, pas grand-chose. Ni le thème de l'incarcération préventive. En revanche, l'un des éléments attachants du travail de Damiani est d'avoir — comme Kenneth Loach à propos des asiles psychiatriques dans « Family life » — montré que la prison n'est jamais que le reflet d'une société globale et des structures qui la régissent. « Il ne s'agit pas, dit Damiani, de réformer les prisons, mais de changer le rapport entre la société et le détenu » — ou tout simplement entre la société et l'inculpé, ce qui est le thème de son prochain film, « Girolimoni, le monstre de Rome ».

Le plus intéressant, pourtant, c'est de voir comment les frontières sociales continuent de courir jusqu'à l'intérieur des prisons, et ce que cela signifie : l'attitude de l'architecte Vanzi, c'est le refus de la bourgeoisie de considérer cette séparation des classes et le malheur des non-privilégiés. Et que surtout elle n'en entende jamais parler ! Le policier n'a pas tort de dire à Vanzi que l'homme assassiné était un subversif, donc l'ennemi de classe de l'architecte. Et que privilégiés et police sont forcément dans le même camp. Comme Vanzi, la bourgeoisie ne peut que pratiquer la cécité volontaire dans un monde dont la prison du film n'est que le symbole ponctuel.

SERGE RICHARD



Léa Massari et Michel Piccoli.

Petite musique en bleu

Michel Deville, vous savez ? C'est l'artisan de petites bulles de savon irisées, si fragiles qu'un rien peut les crever, si promptes à disparaître de nos mémoires, mais si jolies quand elles viennent de naître. Il y en eut tout un chapelet, avant le grand succès de Deville, « Benjamin ».

C'est vers cette tradition ancienne de son œuvre, vers le charme un peu mélancolique d'« A cause, à cause d'une femme », qu'est retourné Deville avec « La femme en bleu ». La même petite musique verlainienne pour raconter l'histoire de Pierre, à la poursuite d'un rêve et plus précisément, entrevue à un rayon de feu le Drugstore-Etoile — si j'ose dire — d'une femme en bleu, une de « ces belles passantes que l'on n'a pas su retenir » dont parle Brassens (et Antoine Pol) dans son dernier disque.

Dommage que Nina Companeez manque à la fête : est-ce à son absence qu'on doit certains gags rajoutés, certains jeux de mots ou « jeux d'images » ratés ou par trop gratuits, qui gâtent un peu l'ensemble ? En revanche, un régal : le couple Michel Piccoli-Léa Massari. Sans l'épaisseur, l'intériorité que le premier donne à son rôle, le film serait incompréhensible. Au moins dans son épilogue — le suicide — puisque Piccoli nous amène à voir en Pierre, sans que Deville nous y aide tellement, tout le contraire de son image sociale de musicologue riche et couvert de femmes : un être au seuil du vieillissement, miné de l'intérieur, frère un peu du « Raphaël ou le débauché » — du même Deville — ou du César de Claude Sautet. Belle époque cinématographique pour les quadragénaires...

S.R.

L'œil en coin

La caméra explore les lambris

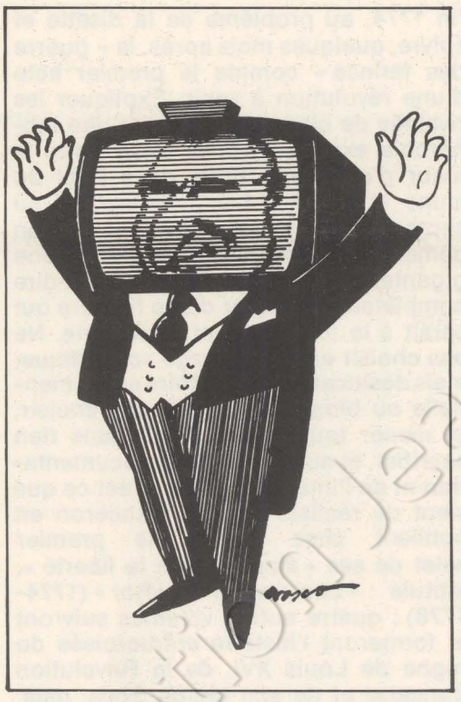
La Ve République a le sens du rituel, de la cérémonie et de la télévision. Une conférence de presse de Charles de Gaulle ou de Georges Pompidou, ce fut aussi, c'est aussi une grande messe télévisée.

Dans la salle, en rangs d'oignons, les chaises dorées, sadiquement inconfortables, portent les journalistes. Les quatre ou cinq premiers rangs, ceux sur lesquels traînent les caméras de télévision, sont occupés par les vedettes de la presse : ceux qui comptent, qui rédigent les éditoriaux, qui ont de temps en temps la « chance » d'être reçus à un déjeuner privé par le président de la République.

Dans la salle, cinq micros sont destinés aux questionneurs. Ils sont tenus par des mains expertes qui connaissent les bons journalistes, ceux qui posent les bonnes questions. C'est-à-dire les questions qui ne dérangent pas monsieur le Président.

Quand Pompidou évite de répondre — cela lui arrive de plus en plus — la salle sourit, tout comme elle rit grassement à une plaisanterie souvent douteuse. Mais aucun journaliste, strictement aucun, ne se permet de poser une deuxième fois la même question à Pompidou. Il ne faudrait quand même pas troubler la quiétude présidentielle.

A regarder ce spectacle morne, cette rencontre mondaine entre gens trop



bien élevés, on regrette que la presse française soit ce qu'elle est. Une conférence de presse, aux Etats-Unis, ce n'est pas un monologue présidentiel où les journalistes jouent les faire-valoir d'un homme politique : c'est une rencontre, une heure de vérité. Un président des U.s.a. qui ne répond pas doit faire face à une suite de questions sur le même sujet. Et finit par manifester une opinion. Mais cela suppose une autre presse, une autre conception de la démocratie, une autre télévision aussi.

Justement, sur la première chaîne, vendredi soir, une grande surprise : une excellente émission de Jacques-Olivier Chatard et François Moreuil, « La télévision des autres ». Seulement, la télévision française n'y est pas pour grand-chose : elle s'est contentée de programmer un film de la B.b.c., « Cathy, come home » (« Cathy, revient à la maison »). Ce film, dont le réalisateur est aussi celui de « Family life », Kenneth Loach, était à la fois beau et passionnant.

Pour traiter de la crise du logement en Grande-Bretagne, Kenneth Loach suit un jeune couple qui s'enlise de foyer en taudis, jusqu'à ce que l'Assistance publique lui enlève ses enfants. A partir d'une intrigue imaginaire, le reportage s'inspire de faits véridiques : chiffres, réglements, situations, rien n'a été inventé. A regarder ce film, une remarque me venait à l'esprit : ce n'est pas « La télévision des autres » qu'il fallait intituler cette émission, mais « Une leçon de télévision ». Et, en écoutant Pompidou, je songeais qu'ailleurs les conférences de presse servent à quelque chose.

NICOLAS BRIMO

Télé-sélection

VENDREDI 12 JANVIER

Un western intellectuel : « La dernière chasse », de Richard Brooks (20h30, ch. 2).

« Univers du M'Zab » de Claude Pavard : au Sahara, les sept villes saintes de la communauté mozabite (21h, ch. 3).

Au magazine 73 : les relations professeurs-élèves des lycées et collèges (21 h 45, ch. 1).

SAMEDI 13

Rugby : France-Ecosse (14 h 55, ch. 2).

« Les Thibault » (4e épisode), dans une réalisation alerte d'Alain Boudet : Jacques milite, son frère Antoine s'enrichit. La guerre, bientôt (20 h 30, ch. 1).

« Le compagnon », 2e essai de réalité-fiction. Une vision critique de Patrice Chéreau sur le pouvoir et le rôle de la télévision, réalisée par Gérard Poitou (21 h 35, ch. 3).

« L'Opéra du monde », d'Audiberti (20 h, France-Culture).

DIMANCHE 14

« Histoire du borgne et du manchot » : Georges Dumezil et l'origine des peuples indo-européens (22 h 40, ch. 1).

Roger Boussinot et Jacques Nahum fêtent les 64 ans de cinéma de Charles Vanel (20 h 30, ch. 2).

« Les Musées », dans la série Vivre ensemble produite par Jacques Fremontier. Une étude sur les exclus de la Culture, « l'éloignée » de l'écran pendant 18 mois. (21 h 50, ch. 2).

Ciné club : « Nana », le grand film muet de Jean Renoir, d'après Zola (23 h, ch. 2).

LUNDI 15

Un joli film de Philippe de Broca : « Le roi de cœur » (20 h 05, ch. 3).

Le temps de lire, de Pierre Dumayet (21 h 35, ch. 1).

Après plusieurs mois de « purgatoire », « La décharge », de Jacques Baratier, avec Bernadette Lafont : bidonvilles et cités d'urgence (22 h 15, ch. 2).

MERCREDI 17

Les Dossiers noirs (n° 1) : « Le général Cheunault » et ses tigres volants aident la Chine en guerre contre le Japon (19 h 40, ch. 3).

Au Grand échiquier, Félix Leclerc, Michel Legrand, Gréco, Amalia Rodriguez (20 h 30, ch. 1).

JEUDI 18

« A l'Est d'Eden », d'Elia Kazan, avec James Dean (20 h 30, ch. 1).

Parmi les sujets du magazine 52 : l'Internationale socialiste, un reportage d'Eugène Mannoni (21 h, ch. 3).

Vivre l'Histoire

Ecrire aujourd'hui une histoire monumentale de la Révolution française ? Après Michelet, Louis Blanc, Jaurès, Mathiez, Lefebvre, Soboul, Riché et Furet ? Quelle folie ! D'ailleurs, quelle Révolution française ? Celle des manuels scolaires ou celle des savantes études ? La version de droite ou la version marxiste ? Celle qui juxtapose les grands hommes, les grandes dates et les grands principes et laisse dans l'ombre les causes socio-économiques ? Ou plutôt celle qui s'attache aux lignes de force, aux conflits profonds, mais hésite devant la cohue des seconds rôles ou s'intimide devant le geste qui change le cours de l'Histoire ? La Révolution française encore que déchiffre Victor Hugo écrivant « Quatre-vingt-treize » et celle, méconnaissable, des gagne-petit du roman historique ?

Justement, ne plus la raconter en bandes dessinées, ne plus sauter du « 14 juillet - prise de la Bastille » à la « nuit du 4 août - abolition des privilèges ». Connaître Mirabeau avant son entrée dans la salle des Etats généraux... et dans l'Histoire ; voir Turgot s'attaquer, fin 1774, au problème de la disette et suivre, quelques mois après, la « guerre des farines » comme le premier acte d'une révolution à venir. Expliquer les rivalités de clans qui épuisent une monarchie exsangue, mais saisir aussi la lueur d'envie qui brille dans l'œil du jeune et encore obscur Talleyrand au sacre de Louis XVI. Bref, avoir l'ambition démesurée d'embrasser le phénomène gigantesque dans sa vérité, c'est-à-dire complètement. Rêver d'une histoire qui serait à la fois totale et immédiate. Ne pas choisir entre l'ouvrage scientifique, mais désincarné, et l'Histoire événementielle ou biographique. Ne pas choisir, et mener tout cela de pair, sans rien sacrifier, ni du sérieux de la documentation ni de l'intérêt du récit. C'est ce que vient de réaliser Claude Manceron en publiant chez Laffont le premier volet de ses « Hommes de la liberté », intitulé : « Les vingt ans du Roi » (1774-1778) ; quatre autres volumes suivront et formeront l'histoire entrecroisée du règne de Louis XVI, de la Révolution française et de son temps. Mais, déjà, avec ce prélude, on sent que l'historien a pris la dimension du phénomène historique : la scène choisie, c'est le monde connu : la Cour d'Autriche et celle de Versailles, en passant par Londres, Lisbonne ou Philadelphie ; les personnages, ce sont les représentants d'un monde qui se craquelle : une noblesse qui met le royaume au pillage, un roi bien disposé, mais d'une irrésolution maladive, et — anonymes encore — les Danton, les Mirabeau, les Talleyrand, tous ceux qui feront ou déferont la Révolution française. Formidable prélude, enlevé avec une allégresse et une justesse de ton qui subjuguent le lecteur, une fois la première page tournée.

Où est donc le secret de cette réussite exemplaire ? La documentation ? Certes ; elle est prodigieuse ; il n'y a qu'à voir les 1 400 notes de l'appareil critique. La passion ? Sans aucun doute ; elle soulève le récit et lui donne son rythme. Le don d'écrire l'Histoire ? Mieux que cela. On sent au fil des pages que, chez l'historien, brûle le militant. Le voilà, le secret : non pas écrire l'Histoire, mais vivre l'Histoire.

GERARD DELFAU

Notes de lecture

Coupable, mais de quoi ?

« L'interrogatoire Danziger » (de Car Fick (Hachette), c'est un peu « L'Aveu ». Mais l'histoire se passe aux Etats-Unis. Un correspondant de presse, Danziger, fait un jour un reportage au Vietnam du Nord. A son retour, il raconte ce qu'il a vu. Il ne prend parti ni pour ni contre. Et ses ennuis commencent. Il perd son travail. Il devient suspect. De quoi ? Il l'ignore. Il décide alors de se laver de ces soupçons informulés, et, volontairement, il se soumet à un interrogatoire.

Le roman est la transcription de cet interrogatoire hallucinant : d'un côté, Danziger, qui cherche à apprendre ce qu'on lui reproche ; de l'autre, le Major chargé de le faire avouer, qui mène son interrogatoire en supposant que Danziger sait très bien de quoi il est coupable. Une ambiance étouffante, qui rappelle Kafka. Un interrogatoire, qui pour être imaginaire, ne démontre pas moins avec perfection comment on « manipule » un suspect. Un roman dont l'action se passe aux Etats-Unis, mais dont la toile de fond pourrait aussi bien être la Grèce, l'Espagne ou la France. M.B.

Les anars et la piscine

Les auteurs français de romans noirs commenceraient-ils à se dégeler ? De plus en plus, les aspects contemporains de la vie hexagonale apparaissent dans leurs œuvres. Après Raf Vallet et A.D.G., Jean-Patrick Manchette. Sa dernière production, « Nada » (Série noire), raconte l'enlèvement de l'ambassadeur américain à Paris par un groupe d'anars. Ce n'est pas encore — il s'en faut — du niveau « politique » des maîtres américains, mais les personnages pèsent leur poids de chair. Et il y a quelques réjouissants dialogues à propos d'un ministre de l'Intérieur toujours prêt à faire « le coup de complot international » et qui aimerait qu'on s'arrange pour que l'otage soit assassiné par ses ravisseurs, ou à propos des tuyaux procurés par « un type des R.g. infiltré au Sdece, ou plutôt dans la tendance Machin du Sdece »... S.R.

Le mécanisme pompidolien

Avant d'aller voter, il faut avoir lu le livre de Gilles Martinet, « Le système Pompidou », paru aux éditions du Seuil. Gilles Martinet a réussi là une analyse très juste — et très dure — du pompidolisme : une classe politique extrêmement sensible à la fascination de l'argent domine aujourd'hui la France. Avec des exemples concrets — le promoteur Francis Bouygues, par exemple. L'auteur démonte les mécanismes qui permettent à la classe politique au pouvoir de régner sans partage... au mieux de ses intérêts.

De plus, Martinet brosse du président de la République un portrait extraordinaire de vérité : « Sa politique exclut toute audace. Elle est prudente, cauteleuse, limitée dans ses ambitions comme dans ses choix... On a toujours l'impression de le voir sortir d'un bon bistrot où les propos d'affaires se sont mêlés aux souvenirs de jeunesse et aux plaisanteries lestes. La lèvre est gouailleuse et le regard déshabilleur. A défaut d'être populaire, Pompidou est facilement vulgaire. » M.B.

Le pari du Tex Pop

Le Palace (8, rue du faubourg Montmartre, à Paris) fut longtemps un music-hall avec sa ribambelle de filles nues et de vieux messieurs voyages, avant de devenir un cinéma. Récemment, Arrabal en fit un théâtre pour sa pièce « Et ils passèrent des menottes aux fleurs... » Le Palace naquit en 1923. Il meurt en 1973 pour laisser la place au Tex Pop (Théâtre expérimental populaire).

Le Tex Pop réalise la jonction entre le Théâtre de l'Espérance (ex-compagnie Vincent-Jourdheuil), l'association Musique vivante, dirigée par Diego Masson, et le Théâtre du Silence, animé par les chorégraphes Jacques Garnier et Brigitte Lefèvre : ils ont décidé de « travailler ensemble », de partager les risques. Un vrai pari que cette aventure du Tex Pop, pari financier et pari culturel.

Car c'est d'abord pour remédier à leur situation d'isolement dans la pauvreté que les trois groupes se sont associés : « Notre ambition est d'atteindre, par notre travail et dans notre rapport avec le public, à des possibilités d'invention nouvelle dans la chose que nous traversons et qui s'appelle crise. » Une des retombées de ladite crise étant la misère où se débattent tous les créateurs, dans le cadre d'un budget des Affaires culturelles de 0,50 %. Car, pas plus Diego Masson et Jean-Pierre Vincent que Jacques Garnier et Brigitte Lefèvre ne sont « arrosés » par les bontés du ministre Jacques Duhamel. D'où nécessité de se serrer les coudes et de partager les bouts de ficelle.

Mais aussi, plus loin que les difficultés présentes, les géniteurs du Tex Pop nourrissent l'ambition de créer un lieu culturel d'une dimension nouvelle : « Le but final de cette jonction est de remédier à la ségrégation entre « arts frères » et à la ségrégation des goûts artistiques du public. » Pour commencer, la « jonction » ne sera, pendant six mois, qu'une juxtaposition : un groupe se produira après l'autre. Mais il faudra rapidement en venir à une programmation d'alternance quotidienne avec des horaires diversifiés ; enfin d'obtenir un « menu complet » chaque jour : musique, danse et théâtre.

Le Tex Pop ouvre donc ses portes avec deux spectacles du Théâtre du Silence (jusqu'au 11 février). Leur succèdera une pièce de Büchner : « Woyzeck », co-produite par le Théâtre de l'Espérance et le Théâtre du Lambrequin de Tourcoing, du 15 février au 18 mars. Puis l'ensemble Musique vivante de Diego Masson donnera des concerts de musique des XIVe, XVe, XVIIIe et XXe siècles, de musique d'avant-garde et de free jazz, du 20 mars au 7 avril. Enfin, du 2 mai au 15 juin, « Don Juan et Faust » de Grabbe sera créé dans une mise en scène de Gérard Desarthe et André Engel.

Voilà donc Paris nanti d'un lieu culturel supplémentaire, d'un lieu de très haute qualité puisque les trois groupes du Tex Pop, chacun dans leur spécialité, sont parmi les meilleurs de la jeune génération artistique.

Notons seulement qu'une fois de plus le prétendu ministère des Affaires culturelles n'est pour rien dans cette initiative ni dans son financement. Tout en nous réjouissant de cette naissance inespérée par les temps de disette actuels, nous ne pouvons pas ne pas poser la question suivante : à quoi sert Duhamel ?

JEAN MONTAGNAR



Le théâtre du silence

Ce sont les ballets du Théâtre du Silence qui entament l'ouverture du Tex Pop — à partir du 16 janvier.

Une troupe de jeunes, qui dansent jeune avec toutes les qualités des jeunes et sans aucun défaut de jeune. Enthousiasme avant tout, qui risque souvent de se fourvoyer dans de mauvais choix : ici, il n'en est rien. C'est d'abord un amour de la chorégraphie tenue en main, maîtrisée, contrôlée à chaque instant. Ensuite, une parfaite rigueur qui éclate de temps en temps, en « pointillé », dans des performances : non pas voulues, pour le plaisir de l'exhibition, mais imposées par la nécessité du scénario, exigées par l'idée du fil conducteur. Enfin une adaptation au discours musical, pleine de fougue et d'invention.

Qu'il s'agisse de la musique robuste de Prokofiev, de l'humour ironique de Stravinsky, des stridences acidulées de Olobokar, des savantes géométries abstraites de Xénakis ou enfin des richesses pleines de vigueur de Bartok dans son « Microcosmos » — son « clavecin bien tempéré » à la lettre — les chorégraphes du Théâtre du Silence — Jacques Garnier, Brigitte Lefèvre, Duquenoy — s'expriment dans un langage gestuel qui est une réplique parfaite de la musique qu'il commente, souligne ou traduit en mouvement.

Avec un dynamisme et une imagination admirables, où les trouvailles euphorisantes ne sont jamais gratuites.

C. P.-L.

Fondation Jean Jaurès

Portrait d'une université

Comment se porte l'Université ? Malgré les silences du ministre de l'Education nationale, Joseph Fontanet, tout le monde se pose la question. Pour apporter des éléments de réponses, « l'Unité » a interrogé Dominique Taddéi. Il est le plus jeune président d'université de France. Dans la dernière née des universités, celle de Picardie.

« L'Unité » — « Pouvez-vous faire un « portrait » de l'université dont vous êtes le président ?

Dominique Taddéi — L'université de Picardie, dont le siège est à Amiens, est jeune. Les premières facultés ont été créées en 1968. Leur regroupement, dont est issue l'université, date de 18 mois. 9 000 étudiants sont inscrits, 1 800 adultes suivent les cours de formation permanente. L'encadrement permanent comprend 500 enseignants et 300 agents des personnels de service, techniques et administratifs. Il faut y ajouter plusieurs centaines de « vacataires ». L'université d'Amiens est multidisciplinaire ; elle comprend plusieurs U.e.r. (nouvelle appellation des facultés) : unité d'enseignement et de recherche de lettres et de sciences humaines, U.e.r. de droit et sciences économiques, U.e.r. des sciences, U.e.r. de médecine-pharmacie ; s'y rattachent également un I.u.t. (institut universitaire de technologie), le collège scientifique de Saint-Quentin et l'école d'ingénieurs de Beauvais. Au total, donc, une grosse affaire à gérer.

— Vous parlez de gestion. Un président d'université serait-il un P.d.g. ?

Non, bien sûr. En tant que président, je suis d'abord un élu, l'élu du conseil d'université, qui regroupe toutes les catégories intéressées à la vie de cette université : les étudiants, les enseignants, les différents personnels, les responsables des bibliothèques et du sport, des personnes extérieures, représentant le commerce, l'industrie et les professions libérales ; en plus, à Amiens, sont représentés des enseignants du primaire, du secondaire et du technique (4 font partie du conseil d'université) et les syndicats ouvriers, en la personne de trois syndicalistes.

Cette composition permet une gestion décentralisée et démocratique. Nous essayons d'être cohérents dans nos décisions. Ma tâche est facilitée du fait que j'ai été élu, par une majorité intersyndicale, pour appliquer une politique universitaire bien précise. Evidemment, tout n'est pas toujours simple — ne serait-ce que pour faire coexister, par exemple, des enseignants de disciplines différentes.



Dominique Taddéi.

— Quels changements a réellement permis, selon vous, l'application de la loi d'orientation ?

— La loi d'orientation a incontestablement donné des pouvoirs de contrôle importants à toutes les catégories de personnels travaillant à l'univer-

Une petite révolution

Comment sont élus les conseils d'université ? Jusqu'à présent, selon le vœu du gouvernement, ils étaient élus au second degré par les membres des conseils d'Unité d'enseignement et de recherche (U.e.r.). Mais plusieurs établissements — entre autres l'université d'Aix-Marseille I — avaient souhaité, lors de la rédaction de leurs statuts, faire élire les membres du conseil d'université au suffrage direct par toutes les catégories concernées : étudiants, enseignants, personnels techniques... Le ministère de l'Education nationale avait bien entendu refusé. Mais le Conseil d'Etat avait, par la suite, annulé cette décision.

Forte de ce démenti infligé à la politique autoritaire de l'U.d.r., l'université de Picardie, conformément à l'arbitrage du Conseil d'Etat, a décidé de réviser ses propres statuts : en janvier, on va voter à nouveau à Amiens, deux fois en même temps. Premièrement, pour élire les membres des conseils d'U.e.r. Deuxièmement, pour élire directement les membres du conseil d'université. Il ne s'agit pas d'un simple changement de procédure, mais bel et bien d'une petite révolution, en tout cas d'une refonte fondamentale du pouvoir dans l'Université. Car, comme le fait remarquer Dominique Taddéi, président de l'université d'Amiens, l'élection des membres du conseil au scrutin direct donnera enfin une autonomie effective aux instances de gestion. Certes, le financement dépendra toujours du ministère ; mais le nouveau conseil d'université, plus démocratique et plus représentatif, pourra décider lui-même de l'emploi des crédits dont il dispose. Ce qui ne peut qu'avoir des conséquences favorables pour la bonne marche de l'enseignement universitaire en Picardie.



Le campus de l'université d'Amiens -

sité. Peut-être les étudiants ne la ressentent-ils pas d'une manière aussi positive... Et cela se comprend : l'échec relatif de la loi d'orientation se marque par une participation étudiante très insuffisante à la gestion de l'Université ; mais leur absentéisme dans les institutions n'est pas sans raison : les questions d'orientation professionnelle, d'œuvres sociales (bourses, résidences, restaurants), principaux points d'intérêt des étudiants, ne dépendant pas de l'Université !

— Ce manque d'intérêt mis à part, grâce à la loi d'orientation, tout irait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes universitaires ?

— La loi a marqué la fin du régime des mandarins. Et aussi le début de la prise en charge de l'Université par l'ensemble des catégories intéressées aux filières d'enseignements et aux centres de recherche. Ce fut de la part du Pouvoir un peu de lest lâché aux revendications progressistes de mai 1968. Mais, depuis, le même Pouvoir n'a eu cesse de rogner sur toutes les conquêtes que représentait cette loi. Les exemples particuliers en sont nombreux et leur énumération en serait fastidieuse. L'aspect le plus évident de cette régression se trouve dans une forme peu palpable, mais très insidieuse : le refus d'augmentation des moyens financiers mis à la disposition de l'Université. Que signifie le terme « autonomie budgétaire » pour l'université de Picardie, quand les chiffres de son budget stagnent depuis deux ans, quand les constructions programmées au Ve Plan ne sont pas encore effectuées dans le cadre du VIe Plan ? De nouveaux choix sont impossibles : tenter de nouvelles expériences signifierait supprimer des choses existantes.

A cela s'ajoute le problème des postes universitaires. Là, les chiffres parlent d'eux-mêmes : avant la réforme, alors que j'étais doyen de la faculté de droit d'Amiens, j'ai obtenu, en deux ans, 24 créations de postes. Pour le même laps de temps — deux ans — l'université (c'est-à-dire l'ensemble des U.e.r.) n'a vu se créer que 12 postes ! Enfin, on peut remarquer que le budget d'équipement diminue d'année en année.

Cela est grave. Le budget global de l'Education nationale est insuffisant. Le ministère dilapidant les fonds publics en direction du privé, le budget de l'enseignement public, dans le cadre du budget global de l'Education nationale, est encore plus insuffisant. Et cela devient catastrophique quand on s'aperçoit qu'au sein de la maigre enveloppe de l'enseignement public, les arbitrages ministériels se font toujours au détriment du secteur universitaire.

On comprend pourquoi : le Pouvoir en place considère l'Université comme un dangereux foyer de contestation et manifeste sa peur en coupant les vivres. Dans les milieux gouvernementaux, on préfère une politique inqualifiable : obliger les universités à s'entendre avec le patronat. Le but recherché est simple : faire en sorte que l'Université ne puisse vivre que grâce à l'aide du privé et que, par-là même, elle passe directement sous la coupe des patrons. Cette privation systématique des ressources universitaires trouve son illustration dans l'organisation actuelle des I.u.t. ou dans la création d'une université comme celle de Compiègne.

— Faut-il donc parler de sclérose de l'Université ? Peut-elle vraiment s'ouvrir sur la vie ?

— L'Université voudrait bien pouvoir mener une politique d'ouverture. On assiste en ce sens à une certaine reconversion des esprits. Et l'on s'aperçoit, par exemple, que les universitaires ont pris conscience de l'importance qu'aura, dans les années à venir, la formation permanente des adultes. C'est pour cela que nous pensons qu'il faut créer de nouvelles filières mieux adaptées aux débouchés de tous les secteurs du travail. Mais quand nous voulons l'appliquer, nous nous apercevons que le mi-

→

Enfin en librairie
l'œuvre
complète de

LÉON BLUM



I. (1891-1905) Critique littéraire.– Nouvelles Conversations de Gœthe avec Eckermann. – Premiers Essais politiques. – Ecrits de jeunesse.
II. (1905-1914) Du Mariage. – Critique dramatique.– Stendhal et le Beylisme. – Conclusions au Conseil d'Etat.
III-1. (1914-1928) L'entrée dans la politique active. – Le Congrès de Tours. – De Poincaré au Cartel des Gauches. La Réforme gouvernementale.
III-2. (1928-1934) Réparations et désarmement. Les problèmes de la paix. – La Montée des fascismes.
IV-1. (1934-1937) Du 6 février 1934 au Front Populaire. – Les Lois sociales de 1936. La Guerre d'Espagne.
IV-2. (1937-1940) La Fin du Rassemblement Populaire. – De Munich à la Guerre. – Souvenirs sur «l'Affaire».
V. (1940-1945) Mémoires. – La Prison et le Procès. – A l'Echelle humaine.
VI-1. (1945-1947) Naissance de la IVe République. – La Vie du Parti et la Doctrine socialiste.
VI-2. (1947-1950) La fin des Alliances. – La Troisième Force. – Politique européenne. – Pour la Justice.

chaque volume 14 x 22,5
est vendu séparément

albin michel

nistère de l'Education nationale n'a toujours pas sorti une nouvelle réglementation des diplômes qui soit adéquate à une telle politique. Au contraire, le Pouvoir voudrait transformer les diplômes nationaux en diplômes d'université adaptés aux seuls besoins du patronat de la région.

A Amiens, un certain nombre de progrès ont été faits pour « ouvrir » l'université. Nommons ces réalisations. D'abord des cours publics ouverts aux étudiants et aux gens de la ville sont donnés régulièrement, non dans les locaux universitaires, mais à la maison de la Culture ; la fréquentation moyenne est de 600 personnes, ce qui paraît déjà remarquable. Par ailleurs, un centre universitaire a été créé au cœur de la ville, loin du campus : on y donne des cours d'éducation permanente. On y a réuni un institut régional d'éducation ouvrière, une école de notariat, la capacité en droit et un centre d'aptitude à l'administration des entreprises.

Ce qui est navrant, c'est que dans le même temps où l'on ne trouve pas de crédits de construction pour le campus universitaire, le ministère du Développement industriel et scientifique accorde des sommes exorbitantes au patronat d'Amiens pour construire son propre Centre d'administration des affaires et d'éducation permanente ! Cette attitude constante, cette collusion gouvernement-patronat se retrouve en bien d'autres cas ; c'est ainsi que nous pouvons noter que l'Ecole supérieure de commerce refuse tout contact avec l'université ; elle est financée par le ministère du Développement industriel et scientifique, et par le patronat local !

— Et les étudiants ? Comprennent-ils qui est responsable de ce malaise et de ces tentatives non abouties ?

— Les conflits enseignants-étudiants sont rares ici. La plupart des étudiants se rendent bien compte que les enseignants ne sont pas responsables des difficultés du fonctionnement de l'université. Mais leur prise de conscience est ralentie par leurs conditions d'existence mêmes. On n'en est plus à la bourgeoise université de papa du siècle dernier. La condition purement étudiante n'existe pratiquement plus : un grand nombre des étudiants sont salariés ou n'habitent pas Amiens ; de fait, ils vivent très peu à l'intérieur des murs de l'université ; ils n'ont pas que les problèmes étudiants en tête. Là encore, la responsabilité en incombe à la politique gouvernementale qui, malgré ses belles déclarations, n'a pas modifié la condition étudiante.

— Le programme commun de gouvernement du P.s. et du P.c. vous paraît-il capable de répondre à toutes ces carences ?

— Ce programme rendrait incontestablement les étudiants plus disponibles en face des problèmes strictement universitaires, puisque ce programme commun prévoit un système d'allocations aux étudiants défavorisés.

De façon plus générale, le programme commun, en donnant l'autonomie aux universités, nous rendrait vraiment maîtres de nos choix et empêcherait que certains secteurs de l'Université tombent entre les mains des intérêts privés. Et surtout le choix budgétaire, faisant de l'Education nationale la priorité des priorités, permettrait que nous ayons enfin une politique scolaire véritable, à l'Université notamment.

Il faut faire sauter globalement tous les verrous qui enferment actuellement l'Université dans un lamentable état de stagnation. La seule solution passe par un changement du pouvoir politique. »

Propos recueillis par
JEAN MONTAGNARD

cinéma 73

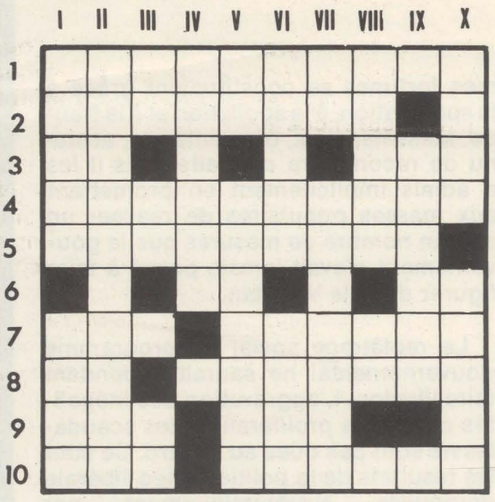
JANVIER
★
L'UNIVERS DU WESTERN



BERTOLUCCI - FERRERI
JUTRA - MULLIGAN
LE CINEMA POLITIQUE

4 F - 6, Rue Ordener - Paris 18e

Mots croisés



PROBLEME N° 47

HORIZONTALEMENT :

1. Un je-ne-sais-quoi de déjà-vu. — 2. Affirmes. — 3. Faisait bronzer Néfertiti. Première. — 4. Entraînent des bruits et souvent des mots. — 5. Quand on les tient, c'est pour que le compte soit bon. — 6. Copulative. Possessif. — 7. Personne ne l'empêche de se jeter dans l'Océan glacial. Peut être l'œil de Moscou et celui de Washington. — 8. Pronom. Certains viennent y finir leurs jours. — 9. Propre. Refusa. — 10. Demi-glossine. Préparent à polytechnique.

VERTICALEMENT :

1. Sous les ponts de Berlin. Huilé. — 2. Que l'on est prié de ne pas chatouiller sans raison. — 3. Personnel. Symbole chimique. Sur le bureau de l'architecte. — 4. Etat d'Europe. — 5. Laize. Arrive. — 6. Ami d'Ataturk. Découpa. — 7. Lettres de crédit. On sort le blanc quand il y a trop de marrons ou de bleus. — 8. On peut difficilement parler de bénéfice de l'âge. Fin de service (épelé). — 9. Vit agir un cheval de bois. — 10. Saisons. Charges.

SOLUTION DU PROBLEME N° 46

HORIZONTALEMENT : 1. Mackintosh. — 2. Eurasienne. — 3. RT. N.S. Ru. — 4. Couguar. OE. — 5. Ur. Os. Isba. — 6. Ri. AF (Action Française). — 7. Itératif. — 8. Aérophagie. — 9. Ru. En. On. — 10. Eté. Jetant.

VERTICALEMENT : 1. Mercuriale. — 2. Autorité. — 3. CR. Erre. — 4. Kangourou. — 5. Issus. AP. (Happés). — 6. Ni. Athée. — 7. Terrifiant. — 8. O.N.U. FG. — 9. Sn. Obi. Ion. — 10. Hévéa. Lent.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet, André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures et Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Publicité Commerciale et spectacles : France-Lafayette — 10, rue Bleue, Paris-9e — 523.10.35 (J.P. Lemaire).

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Opinion

Le tricheur

Il n'y a pas si longtemps — à peine quelques mois — on nous sommait de nous prononcer sur l'alternance. La gauche au pouvoir continuerait-elle à jouer le jeu démocratique ? Accepterait-elle de s'incliner devant un verdict électoral défavorable ? Il fallait des engagements, des garanties, des certitudes. Tout cela a été donné dans le programme commun qui, à vrai dire, n'a pas été écrit pour nos adversaires, mais pour le peuple français.

Mais voici maintenant venu le moment où les gens de l'ex-majorité doivent à leur tour s'expliquer. La gauche peut l'emporter aux prochaines élections. Comment réagiront-ils dans ce cas ? Ou plutôt, que fera l'homme qui, seul, a le droit de décider en leur nom ? Oui, que fera Pompidou et, comment, à la suite, se comporteront les hommes de l'U.d.r. ?

La réponse nous a été donnée le 9 janvier sous la forme... d'un refus de réponse. Une question a été posée au président : est-il prêt à appeler au gouvernement les représentants de la majorité qui aura été désignée par le suffrage universel ? C'est une question très simple et très claire ne comportant pas l'ombre d'une ambiguïté. Mais c'est visiblement une question qui gêne Pompidou. De quel droit, a-t-il dit, la lui pose-t-on ? Il n'a pas à nous livrer ses plans, à nous confier ses desseins. Pastichant le Général, mais sans le talent du Général, il a ajouté ingénument que nous devions laisser au chef le bénéfice de la surprise.

Le président a donc ses secrets, mais ce sont de bien pauvres secrets. Car, enfin, pourquoi ferait-il tous ces mystères s'il était décidé à s'incliner devant le résultat des élections, quel que soit ce résultat ? Il lui serait facile de dire : je compte prendre comme Premier ministre un membre de la coalition victorieuse. S'il ne le dit pas, c'est qu'il envisage de ne pas le faire dans le cas où le suffrage universel serait défavorable à « sa » coalition. Le principe de l'alternance n'est donc exigible que de la gauche : l'U.d.r. et son chef s'arrogent le droit de ne pas le respecter.

Certes, Pompidou a souvent fait preuve d'habileté, notamment durant cette période où il a contribué à pousser hors du chemin l'homme auquel il devait toute sa carrière. Mais depuis huit mois, il ne commet que des erreurs. Le référendum sur l'Europe était une faute tactique, le renvoi de Chaban-Delmas une maladresse et la désignation de Messmer une déplorable plaisanterie. Son refus d'accepter à l'avance le prochain verdict électoral constitue un plus grand faux pas encore.

par **Gilles Martinet**

Cette attitude ruine, en effet, l'un des deux thèmes majeurs du régime : la stabilité des institutions dans le cadre de la démocratie. Nous avons aujourd'hui la preuve que la démocratie n'est acceptée que dans la mesure où elle ne met pas en cause la stabilité du clan qui occupe le pouvoir.

Quant au deuxième thème — l'expansion en vue du progrès social — Pierre Messmer l'avait déjà mis à mal, le 7 janvier, dans son discours-fleuve de Provins. La gauche n'a jamais nié le phénomène de l'expansion ; elle s'est contentée de démontrer que cette expansion avait été réalisée au prix d'une incroyable aggravation des inégalités sociales. Il y a dix ans, les salaires français étaient encore légèrement supérieurs aux salaires allemands : ils leur sont aujourd'hui de 25 % inférieurs. Mais, au cours de ces mêmes dix années, les traitements des cadres supérieurs sont devenus les plus élevés de toute l'Europe, cependant que d'énormes fortunes se constituaient grâce à la spéculation, à la spoliation et à la fraude. Messmer s'est, bien entendu, abstenu de reconnaître ces faits, mais il les a admis implicitement en promettant aux masses populaires de réaliser un certain nombre de mesures que le gouvernement n'avait jamais pensé à faire figurer dans le VIe Plan.

Le replâtrage social du programme gouvernemental ne saurait cependant faire illusion. L'aggravation des inégalités comme la prolifération des scandales ne sont pas dues au hasard. Ce sont les résultats de la politique néo-libérale poursuivie systématiquement par l'« Establishment » technocratique en liaison avec les grandes affaires industrielles et financières. Il y a là une logique qu'on ne peut briser qu'en imposant une autre logique qui n'est plus celle du capitalisme.

Le pays commence à en prendre conscience, tout en s'interrogeant sur les possibilités et les chances de cette autre politique. Il est normal et il est sain qu'il en soit ainsi. Le programme commun a le mérite de tracer une voie et de fixer des objectifs. Il n'interdit pas le débat : il le favorise.

En attendant, l'homme de l'Elysée fait de moins en moins illusion aux Français. Ceux-ci avaient déjà renâclé lorsqu'on leur avait demandé d'approuver par le même vote l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne et la gestion politique de Georges Pompidou. Ils risquent de réagir plus fortement lorsqu'ils découvriront qu'on n'entend prendre leur choix en considération que dans l'hypothèse où il serait favorable à l'actuelle majorité : dans l'autre cas, la dissolution ou le recours à l'article 16. Cette deuxième tromperie est plus énorme que la première. Il est donc vraisemblable qu'elle soit encore plus mal acceptée.

Quant à la gauche, eh bien, la voilà nettement prévenue ! Il lui faudra, en gagnant, empêcher le tricheur de tricher.

Imprimerie « HEBDO T.C. » - 76 Yvetot